



LE DEVOIR

De l'eau et des arbres



Des femmes africaines prennent en main la lutte contre la déforestation et la désertification

REUTERS

Déforestation, désertification, explosion des villes et des bidonvilles, pollution de l'eau et de l'air, autant de fléaux qui menacent l'Afrique. Mais les femmes veillent au grain. Elles sont les premières sur le front des luttes visant à assainir l'environnement. Notre collaboratrice Monique Durand a sillonné l'Afrique, à leur rencontre. Elle nous livre ici le troisième article d'une série de cinq.

MONIQUE DURAND

Elle est là, Liliane Muchungi, avec sa casquette à longue visière blanche et son T-shirt aux couleurs du Green Belt Movement, la quarantaine déterminée, tout entière à son discours. Debout au milieu d'un pré, sous un arbre immense, une cinquantaine de villageois sont venus l'écouter, surtout des hommes, assis sur l'herbe, et une poignée d'officiels, maires, adjoints, notables de la région, assis sur des chaises droites.

Derrière l'oratrice coule un ruisseau aux eaux métalliques, autrefois une large rivière, la Ragati. Autre-

fois? Il y a tout juste cinq ans. Mais la sécheresse a accompli son œuvre implacable, comme dans l'ensemble du Kenya et presque partout sur le continent africain. En janvier dernier, pour la première fois, les habitants du village de Madera se sont levés un matin pour découvrir que leur cours d'eau, leur unique et précieux cours d'eau était pratiquement tari.

C'est samedi après-midi. Un paysage grandiose sous un soleil de plomb, à une centaine de kilomètres au nord de Nairobi, au Kenya. Un paysage de collines douces tachetées de palmiers dattiers, de bananiers, de bocages d'eucalyptus. L'auditoire, un peu méfiant, médusé devant cette conférencière emportée, est rassemblé sous le fameux arbre à palabres si

cher aux Africains, où ils vont parler, discuter, faire le point, ou prendre des décisions, conseillés par les plus anciens.

Liliane, voix de stentor, s'adresse au groupe dans sa langue, le swahili. Elle fait rire, sourire, fait de grands gestes dans l'air, s'enflamme. Son entraînement ne faiblit pas. Elle est ici pour convaincre. Convaincre de quoi? De planter des espèces d'arbres bien précises sur les berges de la Ragati pour que ses eaux ne se tarissent plus jamais. Et d'en planter aussi sur les bords des routes, devant les écoles et les édifices publics, partout où c'est possible. Semences, pots et tuteurs seront fournis gratuitement aux villageois. Petits arbres deviendront grands, et formeront une palissade contre la déforestation et l'avancée de la sécheresse.

Me revient à l'esprit ce que m'a dit la militante rwandaise Immaculée Ingabire, à propos de l'assèchement presque total de la rivière Akanyaru de son enfance, la rivière qui sépare le Rwanda du Burundi.

«Les habitants font pousser le manioc, le sorgho et les

VOIR PAGE A 8: AFRIQUE

Vaste offensive de Tsahal

Israël a décidé de pénétrer jusqu'à 30 kilomètres à l'intérieur du territoire libanais

ALEXANDRE SHIELDS

Les chars d'assaut et les soldats israéliens, appuyés par des salves nourries d'artillerie, ont mené une incursion très violente la nuit dernière dans le Sud-Liban, prélude à une vaste offensive terrestre qui pourrait durer plus d'un mois et mobiliser 30 000 soldats, selon une décision de l'Etat hébreu. Et cette opération de Tsahal a plombé encore davantage les chances que le Conseil de sécurité de l'ONU vote rapidement une résolution destinée à mettre fin à la guerre dans un pays de plus en plus défiguré par les bombes tombées depuis près d'un mois.

Les États-Unis et la France, qui mènent le bal aux Nations unies, divergeaient toujours hier sur les moyens de prendre en compte le point de vue libanais dans leur projet de résolution, alors que le président français Jacques Chirac a averti que, en cas de blocage, Paris pourrait faire cavalier seul et déposer son propre texte. Les deux délégations affirmaient cependant qu'elles continuaient de travailler ensemble afin d'arriver à un document susceptible d'emporter l'adhésion indispensable des acteurs sur le terrain, après le rejet de leur premier texte par le gouvernement libanais et les pays arabes.

Après des jours de tractations infructueuses, l'heure était néanmoins au pessimisme. La Maison-Blanche a avoué ne pas avoir idée quand le Conseil de sécurité de l'ONU voterait sur la fameuse résolution. Le porte-parole américain Tony Snow a cependant affirmé que le processus diplomatique n'était



Paris et Washington divergent toujours sur les moyens à prendre pour mettre fin au conflit

VOIR PAGE A 8: TSAHAL

Le marché bio est en perte de vitesse

«Tout le monde reste perplexe devant cette tendance»

FABIEN DEGLISE

Mystère et boule de gomme biologique. Depuis le début de l'année 2006, l'intérêt des consommateurs pour les aliments certifiés biologiques semble un peu s'essouffler au Québec, constatent plusieurs acteurs de cette industrie. Le phénomène est même jugé «troublant» puisque, ailleurs au Canada et en Amérique du Nord, l'engouement pour ces produits issus d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement ne se dément toujours pas, selon eux.

«Après avoir connu de très fortes poussées au cours des dernières années, le marché du bio est en train de se tasser», a commenté plus tôt cette semaine Robert Beauchemin, président de la Table filière biologique, un espace de concertation lié au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). L'homme est aussi propriétaire de La Milanaise, un important

VOIR PAGE A 8: BIO

Les années soixante, sans nostalgie

Le groupe rock'n'roll québécois Les Breastfeeders lance son deuxième opus

Faire du rock-and-roll aux tendances sixties, en français et au Québec, c'est déjà une sacrée prise de position. Mine de rien, Les Breastfeeders le font sans concession depuis déjà sept ans. Quelques jours avant la sortie de leur second opus, *Les Matins de grands soirs*, *Le Devoir* a discuté musique avec le chanteur et le bassiste du groupe. Rencontre entre une bible musicale, un «tripeux» de son et un scribouillard jamais trop curieux.

PHILIPPE PAPINEAU

Les Breastfeeders? Vous ne les avez peut-être jamais entendus, mais leur nom vous titille probablement l'oreille, ne serait-ce que par sa connotation, disons, alimentaire. Cela est fort possible, puisqu'en sept ans d'existence les six membres des «mamelles nourricières» ont pas mal roulé leur bosse et multiplié les projets parallèles et les collaborations. Par exemple, ils ont inscrit au début de l'année leur nom sur l'album *Salut Joe!*, un hommage à Joe Dassin, et leur guitariste Sunny Duval revient à peine d'une tournée européenne avec les Cowboys Fringants. Et comme s'il n'y avait pas assez de talent dans le groupe, c'est Fred Fortin, pionnier de la scène locale, qui officie aux tambours sur leur deuxième et plus récent opus, *Les Matins de grands soirs*. Croyez-moi, ça fait mal.

Il avait fallu près de trois ans aux six membres des Breastfeeders pour accoucher de leur premier disque, *Déjeuner sur l'herbe*, un des meilleurs albums parus en 2004, si on se fie aux palmarès des médias alternatifs. Leur deuxième album ne leur a demandé que trois mois. Et avant même son lancement le 15 août, son premier extrait *Tout va pour le mieux dans le pire des mondes* se hisse déjà dans plusieurs des top 10 des CIBL, CISM et CHYZ du Québec. «Le prochain, on va essayer de le faire en trois semaines», rigole Joe, le bassiste peu loquace mais visiblement passionné par son métier.

VOIR PAGE A 8: BREASTFEEDERS



Dans les années 60, «même les commerçants, même la business prenait des risques. C'est pour ça qu'il y a eu des groupes garage, sans argent, sans rien, qui ont fait des hits planétaires», disent les Breastfeeders.

JOHN LONDONO

INDEX

7	8313 0006 7	2	
Annances	B4	Météo	B5
Avis publics	B5	Monde	B5
Culture	B8	Mots croisés	B4
Décès	B4	Politique	A3
Économie	B1	Sports	B6
Éditorial	A6	Sudoku	B4
Idées	A7	Télévision	B7

LES ACTUALITÉS

Guerre au Liban

Un leader juif veut faire interdire les manifestations pro-Hezbollah au Canada

MICHAEL HAMMOND

Ottawa — Le vice-président de B'nai Brith Canada demande à Ottawa d'interdire les manifestations pro-Hezbollah dans les rues du pays, et le président du Canada Christian College invite les chrétiens à soutenir Israël, berceau de leur religion.

Pendant ce temps, un leader musulman affirme que les groupes juifs devraient modérer leur rhétorique et mettre l'accent

sur la recherche d'un cessez-le-feu au Liban.

Selon Frank Dimant, de B'nai Brith, les rues du Canada ne devraient pas être envahies par des extrémistes soutenant un groupe terroriste reconnu. Son organisme a demandé à la police et au gouvernement de réprimer les manifestations pro-Hezbollah. «B'nai Brith Canada fera tout son possible pour s'assurer que les Canadiens ne soient pas intimidés par ces sympathisants terroristes.»

Le leader musulman Mohamed Elmasry soutient pour sa part que «nous vivons dans une démocratie libérale où des voix opposées dans un conflit outre-mer sont acceptables tant qu'elles sont pacifiques [...] Il n'est pas nécessaire d'appeler les autorités à réprimer les manifestations.»

«Il y a eu trop de morts, de destruction et de misère», a-t-il souligné, disant espérer qu'un nombre croissant de membres de la communauté juive appellent à la paix

devant l'augmentation du bilan des victimes. Selon M. Elmasry, «les organisations juives devraient être pro-paix.»

La coalition des chrétiens unis pour Israël et des groupes juifs appellent à une journée nationale de prière, le 20 août, en appui à Israël et en faveur de la paix au Proche-Orient.

Charles McVety, le président du Canada Christian College, estime pour sa part qu'il est temps pour les dirigeants chrétiens de

renoncer à leur position de «fausse neutralité» et de soutenir Israël. «Chacun de nous doit trouver un moyen d'appuyer Israël dans ces moments difficiles.»

Alan Baker, l'ambassadeur d'Israël au Canada, a avancé qu'il est injuste de dire qu'Israël prend délibérément pour cible des civils. Son gouvernement, a-t-il assuré, applique toutes les mesures possibles pour éviter des pertes de vies innocentes, mais le Hezbollah s'abrite derrière de simples civils.

«Tout civil qui n'est pas impliqué dans le terrorisme et qui est blessé, qu'il soit israélien, libanais ou palestinien, est pour nous une tragédie, voire un échec», a dit M. Baker.

Et il a critiqué les membres des partis d'opposition qui ont participé à des manifestations contre la guerre, à laquelle prenaient part des sympathisants visibles du Hezbollah.

Presse canadienne

AFGHANISTAN

Un autre soldat canadien perd la vie

Kandahar — Un autre soldat canadien a perdu la vie hier en Afghanistan, à la suite de la décharge accidentelle d'une arme à feu. Six autres soldats ont aussi été blessés dans un accident de la circulation.

Les autorités militaires ont indiqué que le caporal-chef Jeffrey Scott Walsh, qui était arrivé en Afghanistan il y a moins d'une semaine, a été touché mortellement, apparemment par la décharge accidentelle d'une arme à feu. L'incident est survenu à environ 20 km à l'ouest de Kandahar, alors que le militaire prenait part à des opérations régulières menées dans les environs du centre du district de Zharey.

Une enquête militaire a été instituée pour déterminer les circonstances exactes de cet accident, mais l'hypothèse d'un acte ennemi a déjà été écartée. Un porte-parole de l'armée a aussi refusé de confirmer que l'arme en question appartenait à un autre soldat canadien.

Le caporal Walsh appartenait au 2^e bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, qui est basé à Shilo, au Manitoba.

Le premier ministre Stephen Harper a diffusé un communiqué hier dans lequel il se dit «profondément peiné» par la mort du militaire.

Les soldats canadiens verrouillent normalement leurs armes lorsqu'ils sont en patrouille. Les autorités ne comprennent donc pas comment la décharge accidentelle a pu se produire.

Bilan des pertes de vie

Le caporal Walsh est le 25^e soldat canadien à perdre la vie en Afghanistan depuis le début de la mission en 2002. Cinq de ses confrères ont été tués au cours des sept derniers jours, un dans un accident la fin de semaine dernière et quatre jeudi dernier lors d'accrochages avec des insurgés talibans.

Lors d'un autre incident survenu hier, six soldats ont été blessés lorsque leur véhicule blindé a percuté un camion, à une trentaine de kilomètres au sud de Kandahar. Deux des six soldats ont subi des blessures sérieuses, mais on ne craint pas pour leur vie. Les quatre autres ont déjà reçu leur congé de l'hôpital.

Quelque 2200 soldats canadiens sont déployés en Afghanistan.

Presse canadienne

EN BREF

Juillet chaud et orageux

Montréal a connu un mois de juillet particulièrement chaud, le troisième le plus chaud depuis 65 ans selon des données compilées et dévoilées hier par le Centre de ressources en impacts et adaptation au climat et à ses changements (CRIACC). Globalement, au Québec, bien qu'il n'y ait pas eu une quantité «extraordinaire» de journées où le mercure a dépassé 30 °C, on a noté des températures moyennes de 1 à 2 degrés plus chaudes que la normale mensuelle. À Montréal, c'est la troisième fois, après en 1975 et 1995, qu'on ne recense au mois de juillet aucune journée où la température a été inférieure à 18 °C degrés. À Sherbrooke, ce fut le mois de juillet le plus chaud depuis 45 ans, tandis que Québec enregistre la cinquième «performance» de son histoire récente. Mais ce sont surtout la quantité et la force des orages qui ont marqué les observateurs du CRIACC: les orages ont été plus fréquents qu'à l'habitude, et certains d'entre eux «sont très violents en plus d'engendrer de nombreux dommages et inconforts». — Le Devoir



Au moins un sursis pour le néon géant Farine Five Roses, au centre-ville de Montréal.

ADM fait volte-face et rallume le néon Farine Five Roses

FRÉDÉRIQUE DOYON

Le néon géant Farine Five Roses illumine de nouveau le ciel du centre-ville de Montréal depuis hier. Mais pour combien de temps?

La compagnie Archer Daniels Midland (ADM), propriétaire de l'enseigne, et Smuckers, qui vient d'acquiescer les droits sur la marque de farine Five Roses, ont décidé, d'un commun accord, de rallumer le néon «pour les quelques prochains mois», a-t-on indiqué par l'entremise d'un bref communiqué mardi soir.

Pendant ce temps, les deux entreprises continuent de se concerter afin d'étudier «toutes les options possibles» et de décider du sort de l'enseigne lumineuse. Cette décision, précise le communiqué, «tiendra compte de l'état de détérioration actuel et des problèmes de sécurité qui peuvent en découler». Chez ADM, les personnes qui pouvaient commenter le dossier avaient déjà quitté leur bureau en milieu d'après-midi.

Le Devoir révélait lundi que l'enseigne lumineuse Farine Five Roses, qui surplombe l'autoroute Bonaventure à côté du silo numéro 5, allait s'éteindre pour de bon à la suite de la vente des droits à Smuckers, aussi propriétaire des farines Robin Hood. ADM envisageait même de démanteler le néon au letrage de cinq mètres de haut, qui clignote depuis 1946.

La Ville n'entend pas déployer d'efforts pour préserver l'enseigne là où elle est, sur la toiture de l'ancien moulin Ogilvie, notamment parce que ce genre d'enseigne n'est plus réglementaire et parce qu'il ne

met pas en valeur la vue sur le mont Royal et le centre-ville, un des mots d'ordre du plan d'urbanisme. ADM bénéficie toutefois de droits acquis et pourrait décider de le garder. La Ville se dit aussi ouverte à conserver le néon ailleurs si les propriétaires n'en veulent plus, avis aux intéressés...

Dans un lieu historique national

La meunerie, d'abord établie au nord de l'écluse Saint-Gabriel, près du canal de Lachine, en 1837, puis sur son site actuel de la rue Mill à partir de 1886, a largement contribué à la richesse industrielle de Montréal. À la fin du XIX^e siècle, les farines Ogilvie, devenues Five Roses depuis, sortaient de la plus imposante minoterie de tout l'Empire britannique.

Les installations se trouvent d'ailleurs «à l'intérieur des limites du lieu historique national du Canada, explique Francine Emond, de Parcs Canada. C'est une ressource culturelle de niveau 1, parce que directement reliée au lieu historique national du Canal-de-Lachine.»

L'instance fédérale a pour mission d'informer, de conseiller et de sensibiliser ses partenaires privés, dont les propriétés font partie du site historique national, pour autant que ceux-ci fassent appel à son expertise.

«Le patrimoine est protégé si les gens y croient, y adhèrent et s'engagent, que ce soit l'entreprise, les différents corps publics ou les citoyens.» L'avenir dira si ADM et Smuckers y croient.

Le Devoir

Violences ou menaces au travail accroissent le risque de dépression

Paris — Subir des violences ou des menaces de clients, de patients, d'élèves ou de collègues de travail accroît notablement le risque de dépression et de troubles liés au stress, selon une étude danoise publiée aujourd'hui dans le *Journal of Epidemiology and Community Health*, une revue médicale britannique.

L'exposition professionnelle à des formes de violence augmente de 45 % le risque de dépression pour les femmes et de 48 % pour les hommes et accroît la fréquence (+ 32 % pour les femmes, + 55 % pour les hommes) des troubles liés au stress, par rapport aux femmes et hommes dont le travail ne comporte pas de risques de violence.

Les menaces entendues dans le cadre professionnel entraînent, selon l'étude, une augmentation de 48 % du risque de dépression pour les femmes et de 59 % du risque de troubles liés au stress chez leurs collègues masculins.

Plus la violence et les menaces sont fréquentes, plus le risque est accru: les hommes confrontés à un environnement professionnel comportant beaucoup de menaces et de violences voient augmenter de «plus de 50 % le risque de troubles liés au stress», soulignent les auteurs de l'étude.

Ils ont comparé les conditions de travail de plus de 14 000 patients de 18 à 65 ans, traités entre 1995 et 1998 pour dépression ou

troubles liés au stress, avec la situation de 58 000 salariés sans problèmes de santé mentale, en tenant compte de l'âge et du sexe.

Tous les participants ont été invités à dire s'ils avaient subi des violences à leur travail durant les 12 mois précédents. Près de 7 % des femmes et 5 % des hommes interrogés ont fait état de menaces. Pour les violences, les taux étaient respectivement de 3,3 % et de 1 %.

C'est dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du travail social que les menaces et les violences ont été le plus souvent rapportées, venant surtout de clients, de patients ou d'élèves.

Agence France-Presse

Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce

Le maire Applebaum refuse une minute de silence pour la famille El-Akhras

ALEXANDRE SHIELDS

La crise israélo-libanaise s'est transportée au conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce lundi soir, lorsque le maire Michael Applebaum a refusé d'observer une minute de silence à la mémoire de la famille du pharmacien Ali El-Akhras et des sept autres membres de sa famille tués par les bombes israéliennes au Liban, à la mi-juillet.

Pour M. Applebaum, il s'agit tout simplement d'une question de respect des règles de procédure du conseil, mais aussi du mandat des élus. «Je connaissais bien M. El-Akhras, il était mon pharmacien depuis plusieurs années et je suis très déçu de ce qui est arrivé, a-t-il tenu à rappeler hier. Mais cela ne fait pas partie du mandat des conseillers élus.»

Il s'est toutefois dit ouvert à l'idée d'une minute de silence qui serait tenue «à la mémoire de toutes les victimes de cette guerre». Mais pour être recevable, une telle motion devrait être soumise par un des élus ou encore être déposée trois jours avant le prochain conseil par un citoyen de l'arrondissement. Elle devrait ensuite être approuvée par les élus pour figurer à l'ordre du jour. Lundi dernier, elle a surgi au moment de la période des questions.

Décision «absurde»

«Cette décision est absurde et incompréhensible», a rétorqué Hassan El-Akhras, le cousin de feu Ali El-Akhras, qui habitait dans l'arrondissement depuis plusieurs années. «C'était un pharmacien qui a bien servi la communauté et que tout le monde aimait. Alors pourquoi le maire a-t-il refusé [de demander une minute de silence], alors que les citoyens ne lui demandaient pas quelque chose qui le plaçait dans une situation délicate?», a-t-il demandé.

La requête venait effectivement

d'une habitante de l'arrondissement. Quand le maire a formulé son refus, une quinzaine de personnes auraient quitté immédiatement la salle. Quant à la famille El-Akhras, elle a appris la nouvelle en lisant les journaux hier.

M. Applebaum a aussi refusé qu'un autre citoyen, Wissam Moussa, puisse lire une lettre «hommage» écrite par l'enseignante de la jeune Saja El-Akhras, elle aussi décédée lors de la frappe israélienne sur la ville d'Aïtaroun. Selon lui, la lettre n'était qu'une diatribe anti-israélienne qui ne servait qu'à «amener les problèmes du Moyen-Orient à Montréal». Pour M. Moussa, cette décision est plutôt «une prise de position pro-israélienne» qui a notamment été motivée par le fait que le maire de l'arrondissement est juif. Il n'écarte pas la possibilité de réitérer sa demande, mais en s'adressant directement à la mairie de Montréal.

Pas une question politique

Le maire de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce s'est toutefois défendu d'en faire une question politique. Il avait tout de même décidé de déplacer la réunion du conseil à la dernière minute, à la demande de la Fédération CJA. Cette organisation juive gère l'édifice où se déroulent habituellement les réunions, au 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine. Celle-ci craignait qu'une manifestation prévue par un regroupement pro-libanais au moment de la rencontre ne représente une menace à la sécurité.

Le conseil a donc démenagé ses pénates au Manoir NDG, l'avenue Notre-Dame-de-Grâce. Les quatre prochaines réunions se tiendront au même endroit. Selon M. Applebaum, cette décision a été prise «pour que tous se sentent à l'aise de venir assister aux réunions».

Le Devoir

Liban : l'évacuation des Canadiens reprendra la semaine prochaine

Ottawa — Le ministère canadien des Affaires étrangères enverra deux navires au Liban au début de la semaine prochaine cueillir les ressortissants qui désirent quitter ce pays ravagé par la guerre.

Les deux navires peuvent transporter jusqu'à 2400 personnes, mais le ministère dit ne pas savoir combien de Canadiens saisiront cette occasion de fuir. Le ministère ajoute que les ressortissants qui ont indiqué à l'ambassade canadienne à Beyrouth ou au Centre des opérations d'urgence à Ottawa qu'ils veulent être évacués seront informés des détails de l'opération. Les personnes évacuées ne pourront prendre avec elles qu'une seule valise et devront laisser derrière leurs animaux de compagnie.

Ottawa indique que la poursuite des combats au Liban nuit à la disponibilité de biens et services essentiels, ce qui l'amène à reprendre l'opération d'évacuation. «Nous avons continué à surveiller la situation et nous répondons aux besoins des Canadiens au Liban», affirme une porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ambra Dickle.

Elias Bejjani, du Conseil canado-libanais de coordination, estime que la prolongation des combats pourrait inciter de plus en plus de gens à partir. Les Canado-Libanais, indique-t-il, apprécient l'aide reçue du gouvernement pour évacuer ceux coincés dans la zone de guerre. «Nous avons exprimé notre reconnaissance au gouvernement dès le premier jour», dit-il.

Presse canadienne

POLITIQUE

Avortement: les conservateurs se dissocient d'un collègue... en catimini

Le projet de loi privé de Leon Benoit aurait rouvert le débat sur l'avortement

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le gouvernement fédéral conservateur craint tellement de rouvrir le débat sur l'avortement qu'il a décidé de rejeter une initiative d'un de ses propres députés, laquelle aurait pu être interprétée comme accordant des droits aux fœtus. Mais le sujet est tellement explosif que le gouvernement n'a même pas tenté de tirer profit de son geste.

L'initiative en question est un projet de loi privé déposé en mai dernier par le député conservateur Leon Benoit. Ce projet, dit du double meurtre, consiste à inculper pour deux meurtres une personne qui tue une femme enceinte. Si seul le fœtus est atteint, les accusations portées le sont en fonction des préjudices que l'accusé avait l'intention d'infliger à la mère elle-même. Le projet de loi décrète que l'accusé ne pourra pas se défendre en disant qu'il ignorait la grossesse ou que le fœtus n'est pas encore un être humain.

«Nous, au Bloc québécois, on ne voulait pas rouvrir le débat sur l'avortement par un biais indirect et je pense que c'est ce que faisait le projet de loi», explique le député Réal Ménard, critique en matière de justice. Le Comité parlementaire de la procédure et des affaires de la Chambre a décidé en juin que ce projet ne serait pas mis aux voix, en faisant du coup un projet de loi symbolique. Le ministre de la Justice lui-même, Vic Toews, pourtant collègue de Leon Benoit, est pour quelque chose dans cette décision.

Dans une lettre adressée au comité le jour des délibérations, et dont *Le Devoir* a obtenu copie, le ministre fait comprendre que le projet de loi, si adopté, serait invalidé par les tribunaux. «J'ai révisé la législation [...] et je peux vous aviser qu'à mon avis et à titre de procureur général du Canada, elle est inconstitutionnelle.»

Le ministre joint à sa courte lettre un sommaire de la jurisprudence jugée pertinente. Tous les jugements cités font référence à l'idée qu'il doit y avoir une «intention coupable» derrière le geste reproché à un prévenu: accuser celui-ci d'avoir tué un fœtus alors qu'il ignorait

que la femme était enceinte ne serait pas équitable. Mais nulle part dans sa lettre aux députés le ministre ne fait mention de l'avortement.

Pourtant, dans un avis du ministère de la Justice destiné à M. Toews, les fonctionnaires écrivent noir sur blanc que le projet de loi de Leon Benoit rouvrirait le débat sur l'avortement. Les fonctionnaires suggèrent au ministre de répondre, s'il est interrogé sur la question, que «tout changement à la définition "d'être humain" dans le Code criminel pourrait avoir pour effet de criminaliser l'avortement». M. Toews a choisi de ne pas retenir cette «réponse proposée».

Le ministre de la Justice lui-même, Vic Toews, est intervenu

Réal Ménard ne se formalise pas de ce fossé entre les mises en garde du ministère et les arguments soumis aux députés par le ministre. Pour lui, l'important, «c'était que le débat n'ait pas lieu».

Dans les coulisses du gouvernement, on explique que les conservateurs ne voulaient pas toucher de près ou de loin à cette question de peur d'effrayer l'électorat. Le débat est jugé extrêmement émotif et il ne servait à rien de s'aventurer sur la pente glissante que représente le projet de loi de M. Benoit. Cette crainte expliquerait le refus du gouvernement de communiquer la lettre de M. Toews aux médias même si celle-ci prouve sa volonté catégorique de ne pas rouvrir ce déchirant débat.

Sujet délicat

Il a été impossible de parler à Leon Benoit hier. Le député albertain avait déposé ce projet de loi parce que deux femmes enceintes d'Edmonton avaient été assassinées en 2005. M. Benoit avait déclaré lors de la séance du comité que «ce projet de loi n'a rien à voir avec l'avortement». Son collègue conservateur Tom Lukiwski avait même formulé des doutes sur l'évaluation de son ministre quant à la constitutionnalité du projet de loi. En vain.

La délicate question de l'avortement suit les conservateurs, comme les alliés et les réformistes avant eux. Lors de la dernière campagne électorale, le chef li-



Le premier ministre Stephen Harper et les conservateurs ne veulent pas toucher de près ou de loin à la question de l'avortement de peur d'effrayer l'électorat.

beral Paul Martin avait pendant plusieurs jours laissé entendre qu'un gouvernement conservateur mettrait un terme au «droit de choisir» des femmes même si Stephen Harper avait promis de n'en rien faire. La campagne alliée de Stockwell Day avait dérapé en 2000

lorsqu'il avait été dévoilé que le parti accepterait de tenir un référendum sur n'importe quel sujet si à peine 3 % de l'électorat le demandait en signant un registre.

Le Devoir

Élection partielle dans Pointe-aux-Trembles

Les Verts reprochent à Boisclair un manque de cohérence en environnement

NORMAN DELISLE

Québec — Le Parti vert du Québec reproche au chef péquiste André Boisclair de manquer de cohérence dans le dossier de l'environnement. C'est une accusation que le principal intéressé rejette avec force.

Cinq jours avant l'élection complémentaire dans Pointe-aux-Trembles, le Parti vert a publié hier un document qualifié de «dossier noir» qui s'intéresse à l'époque où André Boisclair était ministre de l'Environnement (2001-2003).

Les Verts reprochent au chef péquiste d'avoir nui à la défense de l'environnement, notamment

en défendant le projet de centrale thermique du Suroît, en refusant de mettre en œuvre le programme d'inspection obligatoire des automobiles, en appuyant le projet de l'autoroute 25 à Montréal, ou en n'utilisant pas un véhicule hybride pour ses déplacements ministériels.

Ce dossier a été rendu public par le chef des Verts, Scott McKay, et par Xavier Daxhelet, candidat du parti dans la circonscription de Pointe-aux-Trembles, où se tiendra une élection complémentaire lundi prochain, 14 août.

Réponse de Boisclair

Le chef péquiste a cependant rejeté les accusations des Verts.

En entrevue à la Presse Canadienne, M. Boisclair a qualifié le document des Verts de «tissu de mensonges».

Il affirme n'avoir jamais appuyé le projet du Suroît. Il n'a pas appliqué le programme d'inspection des véhicules, à ses yeux trop dispendieux et inefficace, a-t-il expliqué.

S'il s'est également défendu de ne pas avoir utilisé un véhicule hybride lorsqu'il était ministre. Ce type de véhicule, qui en était à ses débuts, n'était pas adapté pour les déplacements ministériels. D'ailleurs, un de ses collègues ministres de l'époque a dû limiter à ses déplacements locaux l'utilisation du véhicule hybride qu'il avait acquis.

M. Boisclair est candidat du Parti québécois au scrutin du 14 août dans Pointe-aux-Trembles, mais les deux autres formations politiques actuellement représentées à l'Assemblée nationale (Parti libéral et Action démocratique) ne lui opposent pas de candidats.

Le chef péquiste affronte sept adversaires, dont le vert Xavier Daxhelet, Mme Dominique Ritchot de Québec solidaire, Benjamin Kasapoglu du Bloc Pot et quatre candidats indépendants.

La circonscription de Pointe-aux-Trembles se situe à l'extrême est de l'Île de Montréal.

Presse canadienne

Étiquetage obligatoire des OGM

Greenpeace accuse les libéraux de manquer à leur parole

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Profitant des élections partielles du 14 août, Greenpeace poursuit sa croisade pour l'étiquetage obligatoire des aliments contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM). Lors d'un point de presse hier à Longueuil, Greenpeace a reproché au gouvernement Charest de ne pas avoir respecté ses engagements en ce sens.

L'organisme environnemental a inauguré hier un grand panneau à proximité du bureau électoral de la candidate libérale dans Taillon, Véronique Mercier, sur lequel le premier ministre Jean Charest est représenté avec un nez à la Pinocchio pour signifier qu'il n'a pas respecté sa promesse d'instaurer un étiquetage obligatoire des OGM. «Il faudrait le faire rapidement», a déclaré hier le responsable de la campagne OGM à Greenpeace, Eric Darier.

M. Darier a aussi souligné que Mme Mercier était la seule candidate à ne pas avoir donné suite à la demande de Greenpeace de signer une déclaration concernant l'étiquetage obligatoire des OGM au Québec. Seuls 12 députés sur 125 ont signé cette déclaration, a fait valoir le responsable des communications de Mme Mercier, Philippe Archambault.

«Aux lettres d'intention, on oppose l'action», a déclaré André Ménard, l'attaché de presse du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Yvon Valières. Le gouvernement Charest a créé un site Internet sur les

OGM et commandé une étude sur les répercussions économiques de l'étiquetage obligatoire des OGM au Québec ainsi que deux recherches concernant des méthodes de détection de la présence d'OGM dans des aliments, a mentionné M. Ménard. «Le droit de la population à obtenir cette information-là [concernant la présence d'OGM], on y croit fermement, mais il faut le faire de façon responsable», a-t-il dit.

Contrairement aux candidats du Parti vert, de l'ADQ et de Québec solidaire, les candidats péquistes dans Pointe-aux-Trembles (André Boisclair) et dans Taillon (Marie Malavoy) n'ont pas signé la déclaration de Greenpeace sur l'étiquetage obligatoire des OGM au Québec. Ils ont toutefois fait parvenir à l'organisme une lettre mentionnant que le programme de leur parti prévoyait la mise en place d'un «système de gestion agroalimentaire qui assure la traçabilité des aliments, de leur lieu de production à leur lieu de vente au détail, en précisant s'il s'agit d'aliments génétiquement modifiés».

Mme Malavoy a précisé en entrevue téléphonique avec *Le Devoir* qu'elle ne signait pas de pétitions en campagne électorale. Elle estime en outre que certains passages de la déclaration sont flous. «Il est question d'appuyer un projet de loi ou de régler [en faveur de l'étiquetage obligatoire des aliments contenant des OGM]. [Or,] on ne sait pas de quoi il s'agit. Les projets de loi, on les regarde à la loupe», a-t-elle dit.

Le Devoir

Pas d'élections cet automne, affirme Charest

JOCELYNE RICHER

Kuujuaraapik, Nunavik — Les Québécois n'iront pas aux urnes cet automne.

Le premier ministre Jean Charest ne semble pas pressé de demander un second mandat à la population, préférant régler un certain nombre de dossiers au cours des prochains mois avant de déclencher un scrutin.

«On ne prévoit pas d'élections à l'automne», a-t-il déclaré hier, lors d'une entrevue à la Presse canadienne, dans le cadre de sa tournée du Grand-Nord québécois, qui se poursuit jusqu'à demain.

Les Québécois ne sont pas encore prêts, selon lui, à choisir un nouveau gouvernement. «On n'est pas rendus dans notre mandat au point où on pense que le fruit est mûr pour déclencher des élections», a-t-il ajouté. Il estime que son gouvernement «a un certain nombre de choses à faire encore».

Au cours des prochains mois, le premier ministre sera présent comme jamais en régions pour préparer le terrain, rencontrer les maires, les militants, les communautés, et faire des annonces.

D'ailleurs, on entendra beaucoup parler des régions prochainement. Le gouvernement doit annoncer une politique de développement régional, puis une autre sur l'aménagement du territoire.

Presse Canadienne

Un Canadien sur Atlantis



CORY HASTEN NASA / REUTERS

LE PILOTE de la prochaine mission Atlantis, l'Américain Christopher Ferguson, et un autre membre de la mission, le Canadien Steve MacLean, se préparent activement à Cap Canaveral, en Floride, en vue du départ de la navette, prévu pour le 27 août prochain.



Jacques BEAUCHESNE
MY FIRST ENGLISH DICTIONARY

Un ouvrage d'une grande originalité.

608 pages - 12,55 \$

GUÉRIN, éditeur ltée
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

LES ACTUALITÉS

Murray Bookchin (1921-2006)

Le vieux lion de l'écologie sociale s'éteint

ANTOINE ROBITAILLE

Le fondateur du courant de «l'écologie sociale», le philosophe Murray Bookchin, est mort à l'âge de 85 ans, chez lui à Burlington au Vermont, le 30 juillet. «En Amérique du nord, c'était un des deux monuments, avec le linguiste Noam Chomsky, de la pensée libertaire», estime Normand Baillargeon, professeur à l'UQAM.

Bien que peu connu du grand public au Québec, son influence ici, aux dires de plusieurs, est palpable, notamment en politique municipale à Montréal, au sein de la défunte Coalition démocratique et chez des militants du RCM. Selon le sociologue de l'environnement Jean-Guy Vaillancourt, de l'Université de Montréal, les œuvres de Bookchin ont aussi influencé des écologistes québécois connus, dont Steven Guilbault, de Greenpeace.

D'ailleurs, Bookchin a publié plusieurs de ses livres à Montréal, chez Black Rose Books, maison d'édition anarchiste anglophone fondée par le militant Dimitri Rousopoulos, ami de Bookchin et président de la Société de développement communautaire de Montréal (SodecM). Aussi, un des premiers titres à avoir été inscrit au catalogue des éditions Ecosociété, fondées par l'écologiste Serge Mongeau, est une des rares traductions françaises d'un des livres les plus accessibles de Bookchin, *Remaining Society*. (Une société à refaire, vers une écologie de la liberté, 1993.) «Le nom même de notre maison d'édition est un clin d'œil à la pensée de Bookchin et plusieurs des livres que nous publions s'inspirent de sa pensée», a confié hier Mongeau. Ce dernier a popularisé le courant de la «simplicité volontaire», un mouvement qui n'est pas sans lien avec la pensée de Bookchin, fait-il remarquer.

Ouvrier et autodidacte

Né en 1921, Bookchin a été élevé dans le Bronx dans une famille ouvrière communiste d'origine russe. Son père Nathan avait participé aux luttes révolutionnaires contre le Tsar. Murray Bookchin a travaillé comme ouvrier dans des fonderies au New Jersey et chez General Motors. Intellectuel autodidacte, il avait raconté au *Devoir*, en 1995, que c'est pendant ces années qu'il avait fait son «éducation». En route vers le travail et sur le chemin du retour, il lisait et relisait les grands auteurs anarchistes et socialistes:



Murray Bookchin

«au fond c'est l'action syndicale qui m'a motivé tout ce temps à me cultiver», avait-il précisé. Devenu leader ouvrier, il a participé notamment à la grande grève de 1946 à la GM.

Il s'est surtout fait connaître comme celui qui a tenté de marier une pensée anarchiste, anti-autoritaire, et une perspective écologiste. Selon lui, la «crise environnementale» actuelle vient du fait que les sociétés contemporaines sont fondées sur des hiérarchies. «La notion de domination de la nature par l'homme découle de la domination de l'homme par l'homme», écrit-il dans *The Ecology of Freedom* (Cheshire, 1982), considéré comme son maître livre. Ainsi, pour sortir de crise envi-

ronnementale, les sociétés doivent devenir «radicalement démocratiques», en se redéfinissant sur un mode de démocratie directe inspirée de l'Athènes du siècle d'or et des Town Meetings de la Nouvelle-Angleterre. Résolument utopiste, Bookchin ne s'intéresse pas moins aux cités telles qu'elles existent et a défini les principes du «municipalisme libertaire», dont Marcel Sévigny, ancien du RCM et militant montréalais connu.

Ruptures

La parcours intellectuel de Bookchin est marqué par plusieurs ruptures, dont une première avec le communisme dans les années 30. Il formule une critique du marxisme qu'il trouvait centré maladivement sur les processus économiques. Bookchin se tourne alors vers l'anarchisme. Au début des années 50, il commence à s'intéresser au sort de l'environnement et aux débuts des années 60 publie *Our Synthetic Environment*, texte dans lequel il s'inquiète de la présence de pesticides dans la nourriture. Dans les années 80, il développe une critique acide des écologistes radicaux et mystiques de la *deep ecology* (écologie radical) et des organismes tentés par l'éco-terrorisme, comme Earth First, les qualifiant d'«antihumanistes». À la fin des années 90, il rompt avec l'anarchisme, se disant dégoûté par ce qu'il est devenu: un mode de vie «nihiliste» qui a renoncé à changer politiquement le monde. Il se disait «communaliste», une pensée qu'il a présentée comme une version radicalement démocratique de la pensée libertaire.

Une cérémonie funèbre aura lieu le 13 août à Burlington.

Le Devoir

Décès du physicien James Van Allen

Iowa City — Le physicien et astronome américain James A. Van Allen, qui découvrit les ceintures de radiations entourant la Terre et portant aujourd'hui son nom, est mort hier à l'âge de 91 ans, a annoncé l'Université de l'État de l'Iowa, où il enseigna de nombreuses années.

Pionnier de l'exploration spatiale, Van Allen fut un des concepteurs du premier satellite scientifique américain, *Explorer 1*. Sa mission, en 1958, permit de recueillir une grande quantité de données et le scientifique a montré que la Ter-

re est entourée d'une zone où des particules de haute énergie, provenant du vent solaire, sont piégées par le champ magnétique terrestre. Ces ceintures de radiations protègent la Terre du bombardement incessant de particules envoyées par le Soleil.

Le physicien mit également au point les premiers instruments de mesure utilisés pour la découverte d'une autre planète, embarqués à bord de la sonde *Mariner 2* qui s'approcha de Venus en 1962.

Associated Press

Inde: la mousson affecte 7 millions de personnes

Ahmedabad, Inde — Près de 7 millions de personnes étaient affectées hier par les fortes pluies de mousson qui s'abattent depuis huit jours en Inde et ont entraîné depuis la mort de près de 200 personnes, selon les autorités régionales. Ces pluies torrentielles ont déjà entraîné la mort d'au moins 197 personnes, portant le bilan des tués à 574 depuis le début de la mousson en mai, selon un compte de l'AFP.

Dans l'État du Gujarat (ouest), près de 3,5 millions de personnes vivant à Surat, connue

pour son industrie de polissage de diamants, étaient touchées par les inondations du fait du débordement des eaux d'un barrage dans le fleuve qui traverse la ville, selon les autorités régionales. «Du fait du déversement de l'eau du barrage Ukai dans le fleuve Tapi, 80 % de Surat est sous les eaux et la situation semble devoir s'aggraver en raison d'une forte marée» en mer d'Arabie, a dit à la presse le préfet de police de la ville Sudhir Sinha.

Agence France-Presse



Un pompier combat les incendies qui ravagent la forêt en Galice, dans le nord de l'Espagne.

MIGUEL VIDAL REUTERS

Les incendies se déchaînent en Espagne, au Portugal et en Grèce

MARIE-NOËLLE VALLES

Madrid — Une vague d'incendies de forêt déferlait hier sur le nord de l'Espagne, le sud du Portugal et en Grèce, imputée à un nouvel été de sécheresse exceptionnelle mais aussi à l'action d'incendiaires aux motivations variées.

Quelque 110 feux, dont 67 non maîtrisés, étaient recensés en Galice (nord-ouest de l'Espagne), en proie depuis vendredi à des incendies volontaires qui ont fait trois morts. Un dispositif aérien et terrestre d'une ampleur «sans précédent», selon le ministère de l'Environnement, a été mobilisé dans cette région, victime chaque été d'incendies de forêt massifs.

Plus de 1200 militaires ont été déployés, notamment pour coordonner les évacuations et dissuader l'action des incendiaires.

Une trentaine d'avions et plu-

sieurs milliers d'agents anti-incendie représentant le tiers des ressources contre le feu du gouvernement espagnol sont à l'œuvre, mais «la situation a empiré malgré l'augmentation des moyens» selon le ministre espagnol de l'Environnement, Cristina Narbona, qui a parlé de «terrorisme forestier».

D'où un appel à l'aide internationale, auquel ont répondu dans un premier temps l'Italie, avec deux hydravions attendus hier sur place, ainsi que le Portugal.

Ce pays, auquel l'Espagne avait fourni deux Canadair pendant la saison d'incendies monstres de 2005, a annoncé qu'il fournirait à l'Espagne une soixantaine de pompiers et 19 véhicules anti-incendies.

«Nous avons un devoir de solidarité à l'égard de l'Espagne, qui nous a souvent aidés», a déclaré le ministre portugais de l'Intérieur, Antonio Costale, tout en expliquant ne pouvoir répondre à la demande espagnole d'assistance aérienne.

«Nous vivons des moments difficiles et nous ne disposons pas de beaucoup de moyens aériens», a-t-il dit.

Car le Portugal est en proie lui aussi à des incendies depuis la semaine dernière, et quelque 600 pompiers combattaient hier huit foyers importants. Le feu qui mobilisait le plus de moyens s'est déclenché lundi dans le massif d'Ossa, près de la ville d'Estremoz (sud du pays). Circoscrit mardi, il a repris dans la nuit et on considérait qu'il était maîtrisé hier, après avoir ravagé quelque 4000 hectares de forêts d'eucalyptus. Sept autres foyers ont été recensés dans le nord et le centre du Portugal.

Autre pays méditerranéen affecté, la Grèce mobilisait hier 300 pompiers, 80 véhicules, six avions et trois hélicoptères contre un violent incendie qui a déjà ravagé quelque 300 hectares dans la région de Corinthe, dans le Péloponnèse à l'ouest d'Athènes, où trois villages ont été évacués.

Incendies intentionnels

Les incendies sont favorisés par la sécheresse exceptionnelle, qui va rendre plus dangereux le travail des pilotes de Canadair, contraints de descendre à basse altitude au-dessus des barrages asséchés pour puiser de l'eau, averti le ministre espagnol de l'Environnement.

Mais le climat est loin d'être seul en cause.

La police portugaise, qui a arrêté depuis janvier une vingtaine de personnes soupçonnées d'avoir déclenché des incendies, estime que le feu du massif d'Ossa pourrait avoir une origine criminelle.

En Galice, la ministre de l'Environnement parle d'une «vague d'incendies intentionnels». Une unité de la garde civile spécialisée dans la lutte contre le crime organisé a d'ailleurs été mobilisée.

Cinq incendiaires présumés ont été arrêtés depuis lundi.

Agence France-Presse

Sida: Stephen Lewis demande à Harper des gestes décisifs

SHERYL UBELACKER

Toronto — Une coalition dont fait partie Stephen Lewis, envoyé spécial de l'ONU pour le VIH/sida en Afrique, invite le premier ministre canadien, Stephen Harper, à démontrer à la communauté internationale que le Canada est prêt à contribuer à la lutte mondiale contre le sida.

La coalition, qui comprend également le Groupe pour l'accès mondial aux traitements et la campagne «Abolissons la pauvreté», a soumis hier à Toronto un plan en quatre points visant à stopper la propagation du VIH/sida dans le monde et à améliorer la qualité de vie des personnes l'ayant contracté.

Le plan a été envoyé la semaine dernière au bureau de M. Harper en prévision de la tenue du Congrès international sur le sida, qui aura lieu à Toronto à compter de dimanche, a fait savoir M. Lewis en conférence de presse. «Il est temps que le Canada tienne parole», a dit M. Lewis, selon lequel ce sera «le mot d'ordre» à la conférence.

Le plan en quatre volets, appuyé par plus de 80 organisations au pays, appelle Ottawa:

- à fixer un échéancier pour porter l'aide canadienne au développement à 0,7 % du produit national brut (PNB);
- à investir dans les systèmes de santé des pays en voie de développement;
- à annuler la dette de ces pays pour leur permettre de dégager des fonds afin de combattre le VIH/sida;

■ à donner suite à son engagement de rendre plus accessibles les médicaments permettant de contrôler la maladie.

Responsabilité morale

Selon Stephen Lewis, des cinq millions de personnes qui contracteront le VIH cette année, 95 % vivent dans des pays à revenu faible ou moyen. Il soutient donc que le gouvernement canadien a la responsabilité morale d'agir.

Le Canada est le seul pays parmi ceux qui appuient l'objectif de 0,7 % du PNB pour l'aide au développement à ne pas s'être fixé d'échéance pour y arriver, même si c'est le Canada qui, initialement, a fait la promotion de cet objectif sur la scène internationale. Non seulement cela est-il «délicat», mais c'est aussi ce que certains qualifient d'«hypocrisie», a ajouté M. Lewis.

Le Canada n'a pas non plus tenu sa promesse d'effacer la dette des

pays pauvres ravagés par le VIH/sida en Afrique, ce qui empêche leur gouvernement de s'attaquer à la pandémie. Il a pressé le gouvernement Harper de réorienter ses programmes pour aider deux ou trois pays africains particulièrement affectés par le VIH à rebâtir leurs infrastructures en santé, plutôt que de diluer l'appui canadien entre les 25 pays qu'il aide présentement.

Presse canadienne

Bill Gates promet une aide de 500 millions de dollars

HELEN BRANSWELL

Toronto — La lutte contre trois maladies qui affligent l'Afrique subsaharienne et les pays en voie de développement — le sida, le paludisme et la tuberculose — a reçu un coup de pouce d'envergure, hier, avec l'annonce par la Fondation Bill et Melinda Gates d'un don d'un demi-milliard de dollars américains.

La Fondation apportera 500 millions de dollars sur cinq ans au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

«Le Fonds mondial est l'une des plus importantes initiatives en matière de santé de la planète», a expliqué Bill Gates par voie de communiqué. «Le Fonds a déjà fait ses preuves, et nous devons faire tout en notre pouvoir pour appuyer son œuvre, qui sauvera des millions de vies.»

Richard Feachem, directeur général du Fonds mondial, estime quant à lui que la durée du financement est presque aussi importante que le montant annoncé.

Fournir des médicaments antirétroviraux aux séropositifs ou aux sidéens est une des activités principales

du Fonds. Il s'agit toutefois de traitements de longue durée qui requièrent un engagement à long terme des gouvernements, des organisations caritatives et des entreprises qui financent le Fonds, explique M. Feachem.

«Le Fonds vient en aide aujourd'hui à des centaines de milliers de personnes qui profitent de la thérapie antirétrovirale, et il en soutiendra des millions d'autres à l'avenir», a-t-il déclaré durant une téléconférence à Toronto pendant laquelle le don a été rendu public.

L'annonce de cette contribution survient au moment où des militants et des scientifiques du monde entier convergent vers Toronto pour l'ouverture, la semaine prochaine, de la 16^e Conférence internationale sur le sida. Le don annoncé hier vient s'ajouter aux 150 millions \$ que la Fondation Gates a versés au Fonds mondial depuis sa création il y a quatre ans. Le mois dernier, la Fondation Gates faisait savoir qu'elle donnait 287 millions \$ pour financer la recherche pour la mise au point d'un vaccin contre le sida.

Presse canadienne

PETITES ET EFFICACES.

Les petites annonces du Devoir
514-985-3322 — 1 800 363-0305

LE MONDE

Un gouvernement paralysé

Haniyeh s'interroge sur l'avenir de l'Autorité palestinienne

Des responsables palestiniens, dont le premier ministre Ismaïl Haniyeh, s'interrogent sur l'avenir de l'Autorité palestinienne, qui est la cible d'une offensive d'Israël visant à paralyser l'action du gouvernement du Hamas et de ses représentants élus, dont plusieurs ministres et députés sont emprisonnés.

«L'Autorité palestinienne peut-elle fonctionner sous l'occupation, les enlèvements et les assassinats?», s'est interrogé Haniyeh lors d'une vidéoconférence entre la bande de Gaza et des députés en Cisjordanie. C'est la première fois que le chef du gouvernement palestinien, arrivé au pouvoir après le triomphe du Hamas aux élections législatives de janvier, émet des doutes sur la viabilité de l'Autorité palestinienne.

Née des accords de paix de 1994, l'Autorité palestinienne est chargée de représenter les près de quatre millions de Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en attendant l'avènement d'un Etat palestinien.

«La question qui se pose est: est-ce que l'Autorité palestinienne peut conti-

nuer à fonctionner dans ces conditions?», a précisé hier M. Haniyeh. «Il faut débattre de l'avenir de l'Autorité palestinienne après l'enlèvement du deuxième personnage au sein de cette Autorité, la tentative d'assassiner son premier ministre et la poursuite de la politique israélienne et américaine refusant d'accepter les résultats des élections», qui ont porté le Hamas au gouvernement, a poursuivi M. Haniyeh.

Il faisait référence à l'arrestation samedi par l'armée israélienne du président du parlement palestinien, Aziz Doweik, intervenue après celles, le 29 juin dernier, de 64 responsables du Hamas, dont huit ministres et 26 députés. Ces arrestations ont été effectuées dans le cadre de l'offensive politique et militaire lancée par Israël contre le Hamas à la suite de l'enlèvement, le 25 juin, d'un soldat israélien par des groupes armés palestiniens, dont la branche armée du Hamas.

Ismaïl Haniyeh faisait également référence à l'étrange épisode de l'enve-

loppe contenant une poudre suspecte, adressée à son nom et reçue lundi au siège du Conseil des ministres à Ramallah, en Cisjordanie. Sept employés ont été hospitalisés après avoir été exposés à son contenu.

Le gouvernement palestinien a estimé qu'il s'agissait d'une «tentative [d'élimination] évidente» de M. Haniyeh, et accusé Israël d'en être à l'origine.

Le cabinet de M. Haniyeh est entré en fonctions en mars après la victoire du Hamas aux élections législatives de janvier. Mais Israël, les États-Unis et l'Europe, qui considèrent le Hamas comme une organisation terroriste, boycottent ce gouvernement et l'ont privé de toute aide financière directe.

L'hypothèse d'une dissolution de l'Autorité palestinienne a déjà été évoquée par le passé, notamment lorsque le gouvernement israélien d'Ariel Sharon avait envisagé d'expulser son président, à l'époque Yasser Arafat, mort en novembre 2004. Mais c'est la première fois qu'un

premier ministre palestinien soulève cette question. L'Autorité palestinienne est présidée depuis janvier 2005 par Mahmoud Abbas, un chef du Fatah considéré comme un modéré.

Les propos de M. Haniyeh font écho à ceux de plusieurs députés palestiniens qui ont récemment préconisé la dissolution de l'Autorité palestinienne qui est largement paralysée et impuissante.

Selon le député du Hamas, Mahmoud Mousleh, un démantèlement de l'Autorité palestinienne créée en 1994 «placera l'occupant israélien devant ses responsabilités et remettra la question palestinienne dans son ensemble entre les mains de la communauté internationale», car il n'y aurait plus d'entité gérant les affaires des Palestiniens.

«Nous examinons sérieusement l'intérêt de conserver en fonction une Autorité palestinienne dont les membres se trouvent dans les prisons israéliennes», a pour sa part déclaré Hassan Khreisheh, le vice-président du parlement.

Agence France-Presse et Reuters



Ismaïl Haniyeh

Funeste record à Bagdad

Le nombre de morts a augmenté en juillet

ALISTER BULL

Bagdad — Le mois dernier, une soixantaine de corps ont été apportés chaque jour à la morgue de Bagdad, ce qui reflète la recrudescence des violences intercommunautaires depuis l'attentat de février dernier contre la Mosquée d'or de Samarra, l'un des principaux sanctuaires chiïtes.

Abdoul Razzak al-Obaidi, directeur adjoint de la morgue, a déclaré hier que 90 % des victimes avaient péri dans des violences dans la capitale, où les forces américaines et irakiennes ont renforcé leur présence militaire pour tenter de faire cesser le bain de sang entre communautés rivales.

«La plupart présentent des blessures par balle à la tête. Certains ont été étranglés et d'autres ont été battus à mort à coups de bâton», a-t-il dit.

Hier encore, les violences ont fait au moins 13 morts et 25 blessés dans l'ensemble du pays. A Bagdad, cinq personnes ont été tuées par des individus qui ont ouvert le feu sur l'étal d'un vendeur de poissons grillés dans le quartier occidental de Djamiaa, a-t-on appris de source proche du ministère de l'Intérieur. La police a aussi trouvé neuf cadavres de civils en divers endroits de la capitale.

En juillet, la morgue a recueilli 1815 corps contre 1595 en juin, ce qui constitue le bilan le plus lourd depuis l'attentat contre la mosquée de Samarra, imputé par les autorités américaines et irakiennes à al-Qaïda.

Les ministères de la Santé, de l'Intérieur et de la Défense ont pour constante d'afficher des bilans inférieurs aux chiffres communiqués par la morgue.

Selon ces ministères, en juillet, un millier de civils sont morts victimes d'attaques terroristes dans l'ensemble du pays et 1820 civils ont été blessés. En outre, 79 policiers et 63 soldats ont été tués tandis que 148 policiers et 37 soldats étaient blessés.

Le premier ministre, Nouri al-Maliki, a promis de mettre fin aux exactions des milices armées, mais il doit agir avec prudence car certains de ces groupes sont étroitement liés à des partis faisant partie du gouvernement.

Une bombe visant une patrouille américaine a tué un civil et en a blessé un autre hier à Bagdad et, à Bassora, un colonel irakien a été abattu alors qu'il se rendait à son travail.

A Bakouba, au nord de Bagdad, une roquette qui a détruit un immeuble proche d'une mosquée a tué cinq civils et en a blessé 20.

Reuters

MEXIQUE

Le recomptage débute

Mexico — Un nouveau décompte de près de quatre millions de voix de la présidentielle du 2 juillet (sur 41,7 millions) a débuté hier au Mexique. Le candidat de gauche Lopez Obrador dénonce une fraude électorale au profit de la droite et juge insuffisant ce nouveau décompte de seulement de 9 % des voix. Il exigeait que la totalité des bulletins de vote soient recomptés. — AFP

Hugo Chavez aura de l'opposition à la présidentielle

Le social-démocrate Manuel Rosales est désigné candidat unique pour affronter le président en décembre

Caracas — L'opposition vénézuélienne présentera le social-démocrate Manuel Rosales, populaire gouverneur de l'Etat de Zulia (ouest), comme candidat unique pour affronter le président Hugo Chavez lors du scrutin présidentiel du 3 décembre.

Cette décision annoncée hier annule l'organisation de primaires entre les postulants éventuels, qui était prévue pour le 13 août.

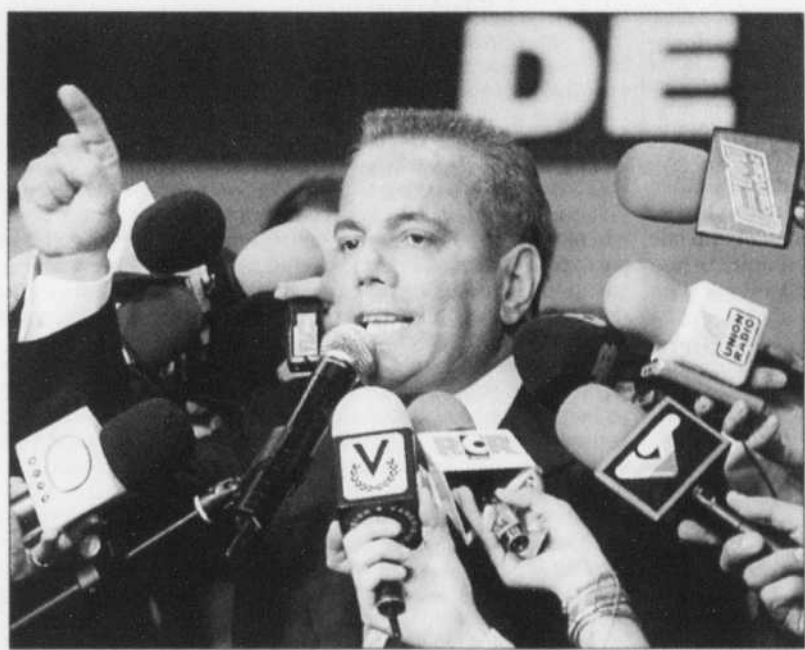
Avant l'annonce de cette candidature unique de l'opposition, M. Chavez était crédité de plus de 50 % des intentions de vote contre seulement 19 % au total pour ses trois principaux opposants: Manuel Rosales, Julio Borges et l'ex-guérillero et ministre Teodoro Petkoff.

Julio Borges, 36 ans, qui était candidat à la candidature pour le parti Première justice (centre-droit) avant de renoncer, a expliqué que l'heure n'était plus aux ambitions personnelles et qu'il fallait «penser à l'unité du Venezuela».

Dans son premier discours, M. Rosales a critiqué les programmes sociaux mis en place depuis trois ans par M. Chavez en faveur des pauvres (plus de 50 % de la population). «Aujourd'hui comme hier, le gouvernement est toujours aussi riche et le peuple, très pauvre», a estimé M. Rosales. Il a promis que, s'il parvenait au pouvoir, il axerait sa politique sur le social à travers «une vraie distribution de notre richesse pétrolière».

Il a aussi critiqué la dialectique d'affrontement avec les États-Unis de Hugo Chavez, en proposant une politique extérieure «en faveur de la paix et pas une politique idéologique visant la guerre».

M. Rosales tient beaucoup à son



Manuel Rosales jouit d'une grande popularité dans l'État de Zulia.

«Nous entamons une route d'espoir, de reconstruction nationale et de lutte pour un meilleur Venezuela», a lancé M. Rosales, sous les applaudissements nourris de ses partisans à Caracas.

M. Rosales, 53 ans, est l'un des deux seuls gouverneurs d'opposition des 24 États du pays. Il a été réélu en 2004 à une large majorité dans son Etat, agricole, riche en pétrole (il produit la moitié de la consommation vénézuélienne, soit 800 000 barils par jour) et également le plus peuplé du pays avec 3,2 millions d'habitants.

M. Rosales tient beaucoup à son

mandat local et le Conseil national électoral lui a facilité la tâche en l'autorisant mardi soir à se maintenir dans ses fonctions même en tant que candidat à la présidentielle.

Père de sept enfants, ancien maître d'école, M. Rosales, catholique pratiquant, est peu loquace. Il s'est gagné une réputation de bon administrateur, d'abord comme maire de Maracaibo, deuxième ville du pays (1996-2000), puis comme gouverneur de Zulia à partir de 2000.

Agence France-Presse

Somalie: les islamistes avancent

Le premier ministre Gedi est de plus en plus isolé

Alors que le premier ministre somalien est de plus en plus isolé, les islamistes somaliens, qui contrôlent la capitale Mogadiscio et une grande partie du sud du pays, ont pris hier la ville de Baladwayne, à la frontière avec l'Éthiopie.

Le gouverneur de Baladwayne, ainsi qu'un responsable provincial, tous deux désignés par le gouvernement intérimaire, ont fui vers l'Éthiopie.

Leurs troupes islamistes avancent maintenant vers Galkayyo, un bastion du gouvernement intérimaire, à 750 km au nord de Mogadiscio. «Les combats peuvent éclater à tout moment à Galkayyo, vers laquelle nos milices se dirigent», a dit Ali Hirsi, membre de la coalition des tribunaux islamiques.

Déserté par ses propres ministres mais fort, semble-t-il, du soutien du puissant voisin éthiopien, le premier ministre somalien Ali Mohamed Gedi s'accroche au pouvoir, mais les spécialistes de la Corne de l'Afrique se demandent s'il saura résister aux islamistes.

Qu'il reste au pouvoir ou jette l'éponge, beaucoup pensent qu'il jouera de toute manière un rôle central pour l'avenir de son gouvernement de transition éminemment fragile, le 14^e gouvernement visant à rétablir une autorité centrale dans ce pays à la dérive de

puis la chute en 1991 du président à poigne Mohamed Siad Barré.

Après avoir échappé à la censure lors d'un vote tenu le 30 juillet, ce vétérinaire nommé à la tête de l'exécutif il y a deux ans doit nommer d'ici lundi un cabinet resserré et présenter un programme d'action qui sera revu d'ici trois mois, aux termes d'un accord conclu dimanche sous les auspices du chef de l'Etat, le président Abdullahi Yusuf. Lundi, ce dernier a dissous le gouvernement de Gedi après la défection en juillet de la moitié de ses membres.

S'il réussit dans son entreprise, Gedi pourrait donner une deuxième chance à un gouvernement qui a échoué à asseoir son autorité au-delà de Baidoa, siège provisoire des institutions politiques somaliennes, ainsi qu'à s'entendre avec les puissantes milices de l'Union des tribunaux islamiques (UTI). Mais s'il échoue, son départ risque de créer un vide du pouvoir que ne manqueront pas de convoiter les islamistes, estiment Somaliens et diplomates.

Le principal défi pour Gedi est de composer un gouvernement qui plaise à la fois au président Yusuf et aux islamistes, et cela alors que redoublent les

craintes de guerre. Mais beaucoup sont sceptiques quant à ses capacités d'être à la hauteur de la tâche.

«Ses conseillers sont mauvais, il n'a aucun instinct politique et il ne dispose même pas du soutien de son propre clan. Dites-moi ce qu'il a? Il n'a rien fait», juge un diplomate européen qui ne souhaite pas être cité en raison de ses relations anciennes avec le premier ministre. «Son principal atout, peut-être, ce sont les Éthiopiens.»

L'Éthiopie, ennemi historique de la Somalie musulmane, verrait d'un très mauvais œil l'installation dans tout ce pays d'un régime islamiste.

Selon des sources, c'est à bord d'un avion éthiopien que Gedi, alors un vétérinaire obscur, a gagné en novembre 2004 le Kenya voisin pour participer à des pourparlers de paix. Et c'est sur l'insistance d'Addis-Abeba qu'il a été propulsé à la tête du gouvernement provisoire.

L'alliance nouée par le premier ministre avec l'Éthiopie a provoqué la colère des islamistes, qui ont jeté par la suite de l'huile sur le feu en clamant le trouble dans son propre clan des Hawiye.

Reuters

EN BREF

Castro bientôt de retour

Guatemala — Le président cubain Fidel Castro se rétablira très bien et reprendra prochainement ses activités publiques, a affirmé hier le Prix Nobel de la paix guatémaltèque Rigoberta Menchu. «Je viens de converser [par téléphone] avec le vice-président cubain [Carlos Lage] et il m'a dit qu'il [Castro] se rétablira très bien et que très bientôt il reprendra ses activités publiques», a déclaré Mme Menchu à la presse à l'occasion d'une Journée des peuples indigènes, célébrée dans le pays. «Dès que j'ai su qu'il était malade, je lui ai adressé un message pour lui dire mon soutien, que je regrettais beaucoup qu'il soit souffrant et que j'espérais qu'il se rétablisse bientôt», a précisé Mme Menchu, Indienne du Guatemala qui a toujours lutté pour le droit des indigènes. — AFP

Émeute dans le centre de la Chine

Pékin — Une émeute qui a duré trois jours dans le Hunan, province du centre de la Chine, a fait 19 blessés fin juillet, rapportait hier l'agence de presse Chine nouvelle. Un journal de Hong Kong, le *Apple Daily*, a rapporté cette semaine que la police avait ouvert le feu et tué une centaine d'émeutiers, mais ces informations n'ont pu être confirmées par des responsables locaux ou des témoins. Selon Chine nouvelle, l'émeute a commencé à la suite d'une rixe dans une boîte de nuit. L'agence Chine nouvelle parle de dix magasins détruits et de trois véhicules de police renversés. — Reuters

Enquête sur le meurtre de 700 Bosniaques en 1992

Belgrade — Le procureur de Serbie chargé des crimes de guerre a ouvert une enquête sur les meurtres de 700 musulmans bosniaques par des paramilitaires bosno-serbes durant la guerre de 1992-95, a annoncé hier le parquet. Les deux hommes cités nommément dans l'acte d'accusation — le Bosno-Serbe Branko Grujic, 62 ans, et le Serbe Branko Popovic — sont déjà en cours de jugement avec cinq autres personnes pour emprisonnements avec sévices et meurtres de civils dans la région de Zvornik, près de la frontière entre la Bosnie et la Serbie. Un porte-parole du parquet a dit que les deux hommes, commandants d'unités de défense territoriales, étaient soupçonnés d'avoir ordonné les meurtres de 700 villageois de la région en juin 1992. «Certains de ces meurtres étaient d'une brutalité extrême, a-t-il déclaré. Vingt personnes sont mortes asphyxiées parce qu'elles étaient entassées dans une très petite pièce et qu'on avait poussé le chauffage au maximum.» — Reuters

Népal: projet de constitution de transition

Katmandou — Une commission a achevé au Népal la rédaction d'un projet de constitution de transition, étape clé vers la formation d'un gouvernement intérimaire qui comprendra des rebelles maoïstes. Le projet de constitution a été soumis hier au gouvernement et aux rebelles, a déclaré le président de la commission, composée de 15 membres. En outre, les rebelles et le gouvernement sont parvenus hier à surmonter leurs divergences sur la gestion des forces armées. Sous supervision de l'ONU, les rebelles seront cantonnés dans plusieurs camps et les forces gouvernementales resteront dans leurs casernes, précise un communiqué commun rendu public à l'issue d'un entretien entre le chef des maoïstes, Prachanda, et le premier ministre, Girija Prasad Koirala. — Reuters

Quelle année le 11-Septembre?

Washington — Environ 30 % des Américains ne sont plus capables de dire en quelle année ont eu lieu les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, selon un sondage du *Washington Post* publié hier. Alors que les États-Unis se préparent à commémorer pour la cinquième fois les attaques suicides qui ont fait près de 3000 morts et bouleversé le monde, 95 % des Américains interrogés pour le sondage se souviennent qu'elles ont eu lieu un 11 septembre. Mais quand on leur demande en quelle année, ils ne sont plus que 70 % à répondre 2001, 16 % reconnaissent qu'ils ne savent pas, 6 % citent une date antérieure et 8 % une date ultérieure. Ce trou de mémoire est essentiellement le fait des plus âgés: 48 % des 55-64 ans et 47 % des plus de 65 ans ne parviennent pas à donner la bonne année. Le sondage du *Washington Post* a été réalisé fin juillet auprès d'un échantillon représentatif de 1002 personnes avec le concours de l'institut ICR. — AFP

Comme un État

Barcelone — Le nouveau statut d'autonomie élargie de la Catalogne, entré en vigueur hier, fait de la région du nord-est de l'Espagne le territoire d'Europe qui ressemble le plus à un Etat, selon son président, Pasqual Maragall. «Parmi tous les territoires de l'Europe qui ne sont pas des États, [la Catalogne] est celui qui ressemble le plus à un État», parce qu'elle peut faire ce qu'elle veut, à partir de maintenant», a affirmé le président socialiste catalan lors d'une cérémonie à Sant Jaume de Frontanya marquant l'entrée en vigueur du statut. Le nouveau statut de la Catalogne, ratifié par les Catalans le 18 juin par référendum après son approbation par le Parlement central espagnol malgré l'opposition de la droite centraliste et des indépendantistes catalans, réforme celui de 1979 et renforce l'identité de la région et sa capacité d'autogestion. — AFP

Oslo et Londres en tête

Zurich — Oslo et Londres sont les villes les plus chères du monde, tandis que les habitants de Zurich et de Genève ont le pouvoir d'achat le plus élevé, selon une étude de la banque suisse UBS publiée hier. Pour le niveau des prix, les villes d'Europe viennent en tête, avec Genève en sixième position, suivie de Paris (11^e), du Luxembourg (13^e) et de Bruxelles (18^e). L'Asie vient en queue de peloton, Kuala Lumpur se classant dernière parmi les 71 villes étudiées. Cependant, si l'on inclut le coût du logement, Londres, suivie de New York, détrône Oslo pour la cherté de la vie. En ce qui concerne le pouvoir d'achat, Zurich et Genève viennent en tête, tandis que le Luxembourg se classe 5^e et Montréal 18^e. — Reuters

É D I T O R I A L

Inflation
ou récession?

Après 17 augmentations consécutives du loyer de l'argent, la Réserve fédérale (Fed) a décidé d'observer une pause, à l'instar de la Banque du Canada. Les autorités monétaires s'inquiètent en effet plus du ralentissement de la croissance économique que des pressions inflationnistes. Bien des analystes, et non des moindres, jugent le geste de la Fed malhabile.

Les nuages s'amoncellent à l'horizon économique depuis plusieurs mois maintenant aux États-Unis. L'inflation est à son niveau le plus haut depuis 12 ans; la majoration des coûts de production, salaires et matériaux, se poursuit; l'éclatement de la bulle immobilière a commencé; la hausse du prix de l'énergie se répand rapidement dans tous les coins et recoins de la machine; la création d'emplois a ralenti; le cours des biens importés a grimpé.

Bref, la cour est pleine.

Les membres de la Fed ont estimé qu'il fallait combattre en priorité ceux de ces facteurs qui freinent la croissance économique. Leur pari est le suivant: les effets inhérents à la succession des hausses de taux ayant été retardés, la réduction attendue de l'inflation est pour ainsi dire à portée de main. En attendant, ils ont donc décidé de faire la guerre à la décélération de la croissance économique, qui a donné lors du deuxième trimestre des signes propres à aiguiser l'inquiétude parce qu'annonceurs d'une possible récession en 2007. L'outil choisi? Immobilité du taux (5,25 %).

Précisons. La contre-performance de l'économie au cours du deuxième trimestre, qui va d'ailleurs se poursuivre au cours du présent semestre, est attribuable d'abord et avant tout à l'immobilier. Après cinq années de hausse constante, voire effrénée, de la valeur des résidences, toutes catégories confondues, la majorité des économistes nord-américains prédisaient un éclatement de la bulle. Il y a quelques mois de cela, on a constaté l'amorce de cet éclatement, mais il est loin d'être achevé.

Confronté à ce dilemme, parmi d'autres, Ben Bernanke, le patron de la Fed, a milité pour une pondération du loyer de l'argent. Il entend ainsi limiter quelque peu la pression financière à laquelle n'échapperont pas les dizaines de milliers de propriétaires appelés à renouveler leur hypothèque au cours des prochains mois. N'oublions pas que, simultanément, ils déboursent d'ores et déjà beaucoup plus pour l'essence aujourd'hui qu'hier. Pour mémoire, on se rappellera qu'il y a deux ans à peine le taux directeur de la Fed était à... 1,5 %. Quoi d'autre? L'endettement des ménages a atteint un niveau record tant aux États-Unis qu'au Canada.

L'immobilier mis à part, l'évolution du chômage pourrait tenir du casse-tête si la tendance observée au cours des récents mois se poursuit. En mettant un terme à la politique de restriction monétaire, la Fed espère ainsi ralentir le rythme des pertes d'emplois afin que le taux de chômage actuel de 4,8 % se fixe à 5 % l'an prochain. Cela étant, nombreux sont les économistes influents qui assurent que la Fed fait le lit de l'inflation en ayant interrompu la série de hausses de l'intérêt. Au deuxième trimestre, l'inflation atteignait 2,9 %, le plus haut niveau des 12 dernières années, ce qui effraie d'ailleurs certains experts. En effet, selon eux, le contexte actuel ressemble plus au contexte des années 70 qu'à celui de la précédente décennie.

Pour les partisans d'une autre augmentation du taux directeur, le principal problème est le prix de l'énergie. Contrairement à la lecture que la Fed fait du facteur pétrole, la majoration marquée de son prix depuis trois ans ne s'est pas encore répandue dans tous les couloirs de l'activité économique. Une fois que ce sera le cas, il est plausible qu'un emballement de l'inflation s'ensuive.

Après le dévoilement de la position de la Fed, certains experts ont noté que le ministère du commerce avait publié le même jour des chiffres indiquant des pressions inflationnistes plus fortes qu'on ne l'avait espéré. De quoi s'agit-il? Au cours du deuxième trimestre, les coûts unitaires de la main-d'œuvre ont progressé de 5 % et des poussières, en taux annuel désaisonnalisé, soit pratiquement deux fois plus que l'an dernier.

Enfin, soulignons que tout récemment la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont serré la vis au crédit afin d'étouffer dans l'œuf les récentes pressions inflationnistes. En un mot, ce dossier montre encore une fois qu'en matière économique il y a deux camps: ceux qui voient le verre à moitié plein et ceux qui le voient à moitié vide.

Après le dévoilement de la position de la Fed, certains experts ont noté que le ministère du commerce avait publié le même jour des chiffres indiquant des pressions inflationnistes plus fortes qu'on ne l'avait espéré. De quoi s'agit-il? Au cours du deuxième trimestre, les coûts unitaires de la main-d'œuvre ont progressé de 5 % et des poussières, en taux annuel désaisonnalisé, soit pratiquement deux fois plus que l'an dernier.

Enfin, soulignons que tout récemment la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont serré la vis au crédit afin d'étouffer dans l'œuf les récentes pressions inflationnistes. En un mot, ce dossier montre encore une fois qu'en matière économique il y a deux camps: ceux qui voient le verre à moitié plein et ceux qui le voient à moitié vide.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Soigner nos parcs

Lettre au maire de Montréal ainsi qu'à ceux des arrondissements Ville-Marie et Plateau-Mont-Royal.

Monsieur le maire, J'ai profité de l'occasion offerte la semaine dernière par les jeux gais pour aller revisiter le parc Viger, qui m'avait jusque-là toujours semblé très froid et peu accueillant. Mais quelle ne fut pas ma surprise de redécouvrir un espace tout à fait charmant et on ne peut plus agréable, une fois «meuble» de tables, chaises et parasols colorés et, bien sûr, de gens souriants et manifestement heureux d'être là à prendre l'apéro à la fin d'une belle journée ensoleillée. L'endroit est vraiment magnifique avec ses divers niveaux de terrasses parsemés de plans d'eau et même d'un rafraîchissant mur d'eau-fontaine, et toutes ces cascades de vigne qui dégoulinent de partout. Prendre l'apéro dans le parc Viger, en contemplant un ciel mauve où se découpaient l'espace de château qu'est l'Hôtel de ville, fut une expérience des plus plaisantes. Du coup, je me suis une fois de plus demandé comment il se fait que, contrairement à toutes les métropoles du monde, on n'aménage pas des jolies terrasses avec tables et parasols dans nos parcs qui s'y prêtent?

Prenez le parc Lafontaine, par exemple: comment se fait-il qu'un parc aussi achalandé — tant le jour que le soir avec son théâtre de Verdure —, le cœur et le poumon du quartier qui se veut le plus branché et le plus convivial de Montréal, ne contienne pas une seule jolie terrasse avec des parasols où les gens pourraient se détendre et profiter de la nature en sirotant un vrai espresso ou un verre de rosé? Le parc possède déjà toute l'infrastructure nécessaire dans le chalet qui surplombe le plan d'eau central. Quand se décidera-t-on enfin à remplacer le boui-boui grasseux qui s'y trouve, hérité de l'époque d'Albertine (en cinq temps), par un véritable café où

on trouve aussi bien des croissants que des tapas? Et que dire du chalet sur la montagne, qui pourrait avoir une terrasse fabuleuse...

Bref, il est grand temps que la ville de Montréal propose à ses citoyens — et aux nombreux touristes qui la visitent — un peu plus de raffinement dans l'offre de services de ses parcs. A vous de jouer, monsieur le maire. Les gens vous en béniront.

Léo G. Wolter
Montréal, le 8 août 2006

Un peu de sensibilité S.V.P.

Monsieur Stephen Harper, Votre position radicale sur la situation au Proche-Orient me préoccupe. Votre fermeté à l'égard de la gestion des affaires intérieures est probablement appropriée, mais la même attitude en politique étrangère frôle le ridicule. Il ne m'apparaît pas normal qu'en tant que premier ministre du Canada vous laissiez entendre qu'à votre avis la situation au Proche-Orient est «claire», pendant que tous les observateurs objectifs la qualifient d'éminemment complexe.

Limiter les enjeux du conflit au Proche-Orient au seul mot «terroriste» est d'un simplisme navrant. Si on tient à utiliser ce mot, ce devrait être en le conjuguant au participe passé: des centaines de milliers de personnes, tant de nationalité israélienne que libanaise, sont terrorisées par le sifflement de bombes et tous éprouvent la même peur de voir mourir leurs proches.

Monsieur le premier ministre, cessez deux secondes de vous cramponner à une position fondée sur un événement ponctuel et réfléchissez aux conséquences de la situation. Croyez-vous sincèrement que larguer des milliers de bombes sur des villes, des villages et des infrastructures publiques est susceptible de favoriser l'harmonie à terme dans la région?

Monsieur Harper, à défaut d'avoir une position

respectueuse à l'égard des peuples en présence et d'être sensible aux événements historiques et politiques ayant marqué cette région, cessez de jouer sur les braises.

Louise Fecteau
Saint-Jean-sur-Richelieu, le 4 août 2006

Le français du XXI^e siècle

Le français moderne, celui du XXI^e siècle, aura besoin de beaucoup d'attentions. Les Québécois, comme beaucoup d'autres peuples, sont soumis aux influences de la culture planétaire. Si cette réalité demeure presque incontournable, on doit être plus vigilant en ce qui concerne ses origines. Il deviendra nécessaire de connaître — voire d'écrire — plusieurs langues pour des raisons économiques, culturelles et sociales. Ce qui suppose d'acquiescer la certitude que notre langue est un bien très précieux dont il faut prendre soin. Un grain de sable est-il moins important que tout le sable d'une plage? Il est parmi tous les autres qui font l'ensemble, ce qui confirme sa place dans le groupe.

L'utilisation du courriel nous incite malgré nous à négliger notre français. En effet, la rubrique outils et grammaire n'est pas d'une fiabilité à toute épreuve et ne corrige pas toutes les fautes. Personnellement, il m'arrive d'écrire «au son», en langage parlé, pour éviter d'utiliser des accents, des signes de ponctuation, etc. Et il m'arrive de me demander pourquoi le mot que j'écris sans difficulté avant constitue maintenant une difficulté.

La langue française est un élément important de notre identité politique. Bien l'écrire et bien la parler sera toujours une priorité. À quoi bon faire l'indépendance du Québec si c'est pour écrire, en anglais ou dans une autre langue, que nous sommes désormais un «peuple distinct»?

Denis Plante
Laval, le 3 août 2006

LIBRE OPINION

Les ratés de la « réingénierie » s'accumulent en santé

JACQUES FOURNIER

Rédacteur en chef, Interaction communautaire*

La récente réforme des structures du réseau de la santé et des services sociaux est implantée progressivement, mais elle connaît de nombreux ratés dont on ne parle pas beaucoup, entre autres parce que le ministre Philippe Couillard, maître d'œuvre de cette réforme, est très populaire: il a une image crédible, contrairement à de nombreux ministres du gouvernement Charest. Le public a l'impression que tout réussit au ministre Couillard, alors que sur le terrain les acteurs observent une autre réalité.

La Coalition solidarité santé, qui représente plus d'une quarantaine de grands regroupements syndicaux et communautaires, d'associations d'usagers (personnes âgées, personnes handicapées, personnes ayant des problèmes de santé mentale, aidants naturels, etc.), a commencé à constituer un «dossier noir» des ratés de la «réingénierie». Cet article se propose de présenter, à titre illustratif, quelques-uns des constats de ce dossier.

Tout a commencé avec le projet de loi 25, adopté sous la bannière en décembre 2003, qui a forcé la fusion des hôpitaux, des CLSC et des Centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD). Il en est résulté la création de 95 centres de santé et de services sociaux (CSSS), dont un tiers environ couvrent des territoires immenses, dysfonctionnels et sans cohésion au plan sociologique.

Qu'est-ce que les membres de la Coalition solidarité santé ont constaté sur le terrain? Des diminutions de services, une baisse des programmes préventifs, une absence de processus démocratique, des cadres qui démissionnent en grand nombre, un personnel démobilisé, des intervenants et des cadres qui consacrent davantage de temps aux déplacements et beaucoup de temps perdu en réunions.

Des diminutions de services

Alors que l'objectif avoué de la réforme est de donner des services dans la continuité, on constate que, concrètement, le regroupement des services les éloigne de la population. Plusieurs usagers doivent se déplacer davantage qu'auparavant pour aller consulter. Dans un CSSS, la direction a décidé de faire payer les usagers pour le stationnement du CLSC à cause de sa proximité avec celui de l'hôpital. Conséquence: les clientèles vulnérables, malgré des mécanismes visant à réduire l'impact

des coûts, boudent les rencontres post-natales; dans ce CLSC, la fréquentation de ces rencontres est passée en quelques semaines de 73 à 22 mères. On pourrait multiplier les exemples.

Les programmes préventifs des CLSC sont très souvent perdants. Le ministre Couillard avait promis qu'il mettrait en place des «pipelines unidirectionnels» pour que l'argent des hôpitaux aille vers les CLSC, donc vers la prévention et les services de première ligne, et non l'inverse. C'est très souvent le contraire qui se produit.

Cas concret: dans un CSSS, la composante hôpital du CSSS avait un déficit d'environ 450 000 \$ au 31 mars 2005. La direction du CSSS a pigé 54 000 \$ du surplus récent de la mission CLSC-CHSLD et pris également 165 000 \$ sur le surplus accumulé antérieurement par celle-ci pour combler le déficit de l'hôpital.

Un processus en mal de démocratie

Pour mettre en place sa réforme, le ministre Couillard a procédé à un véritable coup d'État. Pendant deux ans (2004-2006), il a suspendu le processus électoral qui, depuis plus de 30 ans, permettait à des usagers et à des représentants du personnel d'être élus au conseil d'administration de leur établissement. Il a lui-même nommé de façon discrétionnaire la totalité des membres des conseils d'administration des nouveaux établissements fusionnés. Nous ne disons pas que ces personnes ne sont pas compétentes, mais elles ne sont pas élues. Malgré cela, on a constaté de nombreuses démissions de membres de conseils d'administration, dans des contextes souvent orageux (CSSS de la Pointe-de-l'Île, CSSS Richelieu-Yamaska, etc.).

Clément Richer, professeur nouvellement retraité de l'Université de Sherbrooke, analyse sévèrement l'implantation du réseau local de services sociaux et de santé à Sherbrooke, dans un récent numéro de la revue *Nouvelles pratiques sociales* (vol. 18, n° 2, pp. 212-222). Il mentionne «la précipitation, l'improvisation et l'absence de transparence et de respect démocratique dans l'analyse des situations et la prise de décision».

La création de méga-établissements entraîne la confection d'organigrammes complexes, aux paliers décisionnels plus nombreux et plus lourds. Les postes de cadres sont reclassés à la hausse. Tout indique que la masse salariale des cadres connaît une croissance plus importante que celle des intervenants sur le terrain.

Malgré cela, de nombreux cadres démissionnent parce qu'ils n'ont pas envie de relever les nouveaux défis qu'ils estiment, souvent avec rai-

son, trop difficiles. Ceux qui acceptent de nouveaux postes se sentent vulnérables et sont incités à garder leur esprit critique au vestiaire pour conserver le bénéfice de leur promotion.

Le personnel est démobilisé. On prétend l'associer à la définition des nouvelles façons de faire, mais ce n'est pas souvent ce qui se passe dans les faits. Dans un CSSS, une équipe a présenté à la direction un document proposant un fonctionnement possible. Commentaire du directeur général: «Votre démarche est prématurée. Vous êtes comme des enfants qui avez préparé le souper alors que les parents avaient un autre menu en tête» (sic). Gestion participative, dites-vous? Ou retour à l'ordre prussien?

Des pertes de temps

Les nouveaux établissements fusionnés comptent maintenant cinq, dix, parfois davantage de points de service. Les intervenants et les cadres passent beaucoup de temps en déplacements. Les frais de transport connaissent une hausse importante. Quand les cadres ne sont pas en déplacement, ils sont en réunion pour discuter des nouveaux organigrammes compliqués, impliquant pour les directeurs des responsabilités verticales horizontales et transversales.

Dans quelques années, nous pourrions lire les résultats des recherches universitaires qui auront évalué de façon rigoureuse les effets positifs et négatifs de la réforme en cours. La littérature scientifique existante est très partagée quant aux effets bénéfiques des fusions dans le secteur de la santé (Marie-Claude Richard et al., *Enjeux de la configuration des CSSS*, LAREPPS-UQAM, 2005). Malgré cela, le gouvernement Charest a décidé de procéder à une réforme majeure sans l'appui d'une grande partie des acteurs sur le terrain.

De même, en ce qui touche l'école secondaire, le gouvernement a mis en place une réforme qui fait l'objet de nombreuses critiques publiques. Il serait normal que l'opinion publique soit informée que la réforme de la santé et des services sociaux ne passe pas, elle non plus, comme une lettre à la poste. Les ratés de la «réingénierie» s'accumulent. C'est une autre des réalisations douteuses du gouvernement Charest.

* La revue *Interaction communautaire* est publiée par le Regroupement des intervenants communautaires en CSSS, un des organismes membres de la Coalition solidarité santé.

IDÉES

Réplique à Normand Lester

Talbot Mercer Papineau,
un véritable héros canadien

Par sa tentative de jeter le discrédit sur ce noble et courageux soldat, Lester porte atteinte à l'honneur des 240 000 Canadiens tués ou blessés lors de la Grande guerre

BRIAN MCKENNA

Auteur et réalisateur de la série La Grande guerre

Hélas, encore une fois, Normand Lester a trempé sa plume dans le vitriol pour calomnier les morts, c'est sa spécialité.

Dans son texte «Le Canada en mal de héros: de Talbot Mercer à Justin Trudeau» (*Le Devoir*, 2 août 2006), on retrouve la galerie traditionnelle des méchants: Radio-Canada, CBC, les politiciens fédéraux. Il a même découvert une nouvelle façon pathétique pour assassiner Pierre Elliott Trudeau et son fils.

En tant que réalisateur des *Mémoires* de Pierre Trudeau diffusées sur les ondes de Radio-Canada et de CBC, je me rappelle très bien les attaques empoisonnées et les faussetés de Lester. Des critiques si erronées que, finalement, il s'en est excusé auprès de moi.

Lester met l'accent sur les origines raciales des noms et des gens, avec ce que cela comporte d'implications sinistres. S'attaquant à l'un des personnages de notre série *La Grande guerre*, il écrit que nous devons «réinventer un personnage historique, Talbot Mercer Papineau (prononcez à l'anglaise)». Ne pourrions-nous pas répondre que l'auteur de ces lignes est «Normand Lester, prononcez à l'anglaise»?

Lester dit que nous faisons de la propagande. La série de Galafilm sur la Seconde guerre mondiale, *La Bravoure et le mépris*, a poussé les vétérans du Bomber Command à nous intenter des poursuites judiciaires pour plus de 500 millions \$. Nous avons gagné toutes les causes jusqu'à la Cour suprême. Ce n'est pas nous qu'il faut accuser d'être des cinéastes de propagande.

Au-delà de la conscription

Notre nouvelle mini-série traite de la Grande guerre. Il nous semblait que le moment était venu de raconter comment 625 000 Canadiens s'étaient engagés pour combattre et comment 425 000 avaient traversé l'océan, ce qui constitue un nombre extraordinaire par rapport aux quelque huit millions de citoyens habitant à l'époque ce pays. La moitié d'entre eux furent tués ou blessés.

Venant du Québec et d'ailleurs au Canada, plus de 15 000 Canadiens français se sont portés VOLONTAIRES pour combattre et mourir aux côtés de Canadiens anglais, et leur histoire est toujours occultée par le débat sur la crise de la conscription de 1917. Nous pensons qu'il est temps de passer outre ce débat et de raconter l'histoire de ces hommes et de ces femmes qui avaient une conception différente du Canada.

C'est ainsi que nous avons rassemblé près de 150 Canadiens, venant de partout au pays, dans un champ de bataille reconstruit à Saint-Bruno pour le tournage. Dix pour cent des 6500 Canadiens qui se sont inscrits sur notre site sont de francophones. Cela reflète la proportion des Canadiens français ayant répondu à l'appel aux armes à l'époque de la Grande guerre. Par ailleurs, en 1914, la majorité du premier contingent de Canadiens à s'enrôler était née en Angleterre et se sentait donc plus encline à se porter à la défense de la Grande-Bretagne que les Canadiens de naissance, francophones comme anglophones.

Parmi nous, il y a Sandy Gow, une descendante de John MacCrae, l'auteur du célèbre poème *In Flanders Fields (Au champ d'honneur)*. Parmi les centaines de Canadiens français qui se sont manifestés sur notre site web, www.grandeguerre.ca, nous avons choisi un certain nombre de descendants du célèbre 22^e régiment. Notre attention s'est portée sur Patrice Blais, petit-fils d'Ernest Lamarche dont le journal exceptionnel — un joyau encore inédit — relate cette guerre.

Cinq batailles décisives

Avec la participation ces 150 descendants de Canadiens ayant pris part à la Grande guerre, nous voulons reconstituer cinq batailles qui furent décisives. La première partie de la bataille de la Somme ne donna strictement rien puisque, le 1^{er} juillet 1916, 92 % du Newfoundland Regiment fut anéanti en même temps que 200 000 soldats britanniques. La deuxième bataille fut celle de la tranchée Regina, au cours de laquelle beaucoup de Québécois anglophones furent tués, puis il y eut Courcellette où le 22^e régiment, les «Van Doos», subit des pertes terribles. Mais, précisément, c'est à Courcellette que s'est opérée une fusion extraordinaire.

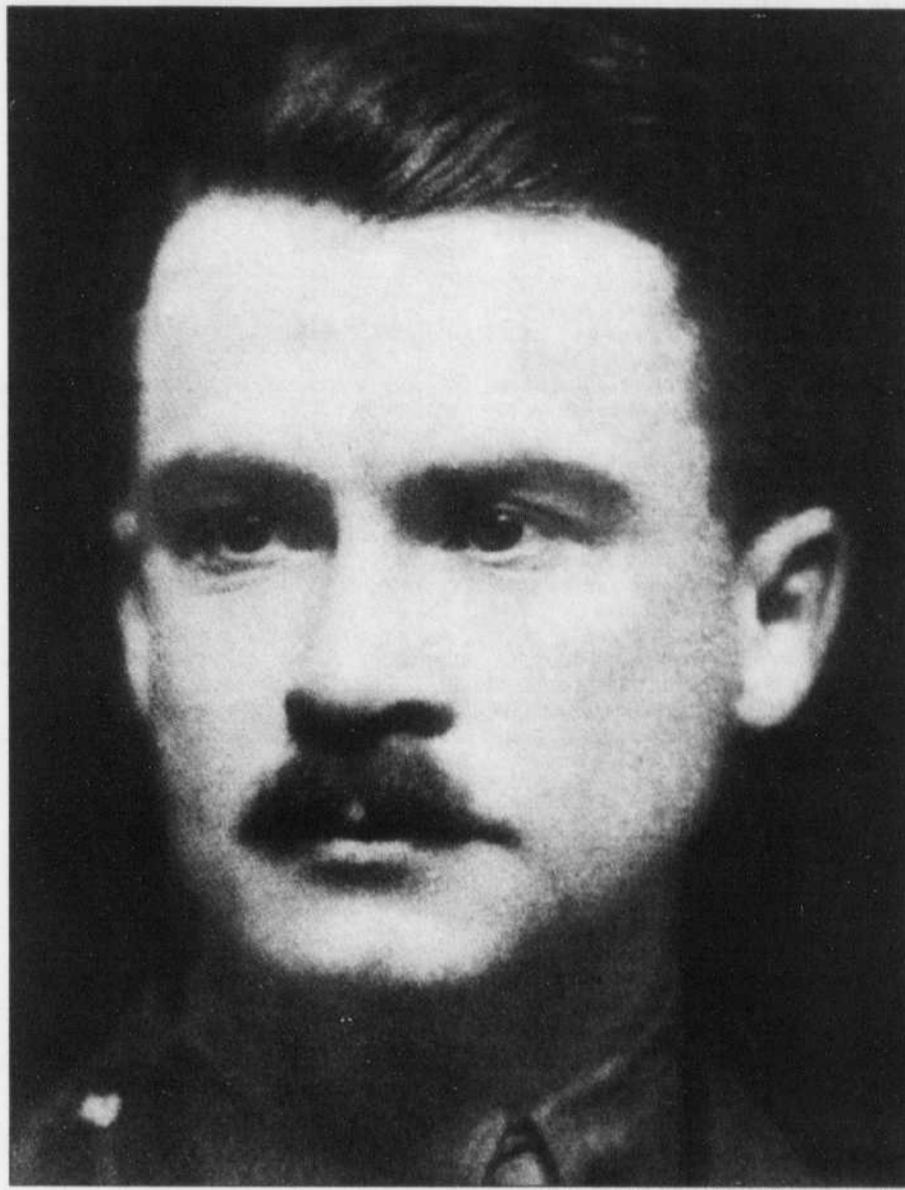
Ernest Lamarche a écrit dans son journal: «Baissés, les yeux rougis, vieilliss, couverts de glèbe, les hommes attendaient la relève du soir. Elle vint. D'autres hommes prirent nos places. Tranquillément mais émus, les hommes du 22^e et du 25^e, les premiers français, les seconds anglais, tous canadiens, ne voulant plus se séparer. Dévalant le long des pentes abruptes de la route de Bapume à Albert, ils ressemblaient aux fantômes des légendes bretonnes.»

Puis nous racontons l'histoire de Vimy. Si, à Courcellette, la fusion entre Canadiens anglais et Canadiens français se mua en une force de combat, Vimy fut le creuset qui forgea — au point d'en faire un alliage — les quatre divisions canadiennes. Pour la première fois de notre histoire, tout le corps d'armée canadien attaqua comme un seul homme.

Talbot Papineau

Afin de raconter l'histoire de cette croissance militaire et politique du Canada durant la guerre, nous avons choisi de conter aussi celle de Talbot Mercer Papineau, arrière-petit-fils de Louis-Joseph Papineau, un des chefs de la rébellion de 1837.

Bien sûr, à cause de ce patronyme célèbre, Normand Lester s'est jeté sur l'histoire de Papineau et du jeune



Talbot Mercer Papineau retint l'attention de Wilfrid Laurier, dont il devint un protégé.

homme que nous avons choisi pour interpréter le rôle, Justin Trudeau. Dans le *Globe and Mail*, Jeffrey Simpson prétend que le fils de Pierre Trudeau ne pouvait représenter ce grand héros canadien parce que, ainsi que nous l'avons découvert récemment, Trudeau fut dans sa jeunesse un Québécois nationaliste radical. Nous avons déjà répondu que ce n'est pas Pierre mais Justin que nous avons choisi. Comme Papineau, Justin est dans la jeune trentaine, comme Papineau il porte un nom difficile à porter, comme Papineau son père est francophone et sa mère anglophone, et par sa nature il personnifie bien la maturité de Pierre Elliott Trudeau, le père de la Constitution et de la Charte des droits.

Dans sa tentative de dévaloriser Talbot Papineau, Lester tire des citations du livre magnifique de Sandra Gwynn, *Tapestry of war, a social history of English Canada in the First World War*. Citant hors contexte quelques bribes soigneusement sélectionnées, Lester dépeint Papineau comme «un guignol prétentieux et insignifiant» avec de dangereuses racines anglaises, un Québécois qui a eu l'audace de fréquenter l'université McGill. Il est aussi affligé du péché mortel d'être le fils d'une mère non seulement américaine (comme la femme de Lucien Bouchard), mais également de foi presbytérienne.

Mais le pire c'est que Lester s'ingénie avec bien de la peine à dépeindre «l'ambition politique» de Papineau.

Ambition, certes, mais avec de bonnes raisons. Talbot Papineau fut l'un des premiers Canadiens à bénéficier d'une bourse Rhodes. À l'université d'Oxford, il faisait partie de l'équipe de hockey des Oxford Canadians, la première qui représenta le Canada sur la scène internationale — en vérité la première à arborer la feuille d'érable rouge sur un maillot blanc.

Une fois revenu au Québec, Papineau réussit son examen du barreau et commença à rêver et à parler d'un Canada nouveau. Comme son cousin Henri Bourassa, Papineau était scandalisé que le Canada ne puisse tenir un vote sur sa participation à la guerre de 1914. La Grande-Bretagne déclara la guerre et le Canada, telle une simple colonie ou presque, fut automatiquement en guerre.

Papineau, à cause de son nom célèbre, sillonna le pays et, à l'instar de Bourassa, parla d'un nouveau Canada libéré des chaînes anciennes qui l'assujétissaient à l'Angleterre comme un enfant. Papineau retint l'attention de Wilfrid Laurier, dont il devint un protégé. Comme l'écrit Sandra Gwynn: «Papineau était clairement destiné à la célébrité... Produit des deux cultures, d'une certaine façon il préfigurait Pierre Elliott Trudeau.»

Au cœur de la tempête

Comme bien des personnes sur Terre, au cours de ce chaud mois d'août 1914, avant le déclenchement des hostilités, Papineau, comme son cousin Bourassa, n'était pas militariste. Puis l'Allemagne et ses alliés, sans avoir été provoqués, ont envahi la Russie à l'est et la Belgique et la France à l'ouest. Les atrocités qui ont fait de l'Allemagne un pays si décrié au cours de la Seconde guerre mondiale ont débuté en 1914 avec son lot de viols, de tortures et de meurtres de civils à gran-

de échelle. Ceci fut largement rapporté.

Papineau, comme beaucoup d'autres, eut la conviction qu'il fallait arrêter les Allemands. Dans *Le Devoir* également, Bourassa soutenait la participation du Canada à la guerre. Tandis que Bourassa écrivait des éditoriaux éloquentes, Papineau choisit de s'enrôler dans un régiment montréalais.

Lester s'applique à le montrer opportuniste et peureux. Les faits sont tout à fait autres. Après 90 jours, Papineau est sur la ligne de front dans les tranchées d'Ypres, dirigeant un raid nocturne avec tellement de bravoure qu'il obtient la Croix militaire, la deuxième décoration pour fait d'armes après la Victoria Cross.

Bien vite, sur les 40 officiers de son régiment, il est le seul indemne. Mais en son for intérieur, il est convaincu qu'un nouveau Canada est sur le point de naître.

Alors que Papineau est au cœur de la tempête, combattant d'une guerre mondiale face à la plus puissante armée du monde, Bourassa s'embourbe dans des polémiques politiciennes locales.

À ce moment de la guerre, Papineau avait été poussé dans un travail clerical en arrière-ligne. Écrivain talentueux, on lui avait demandé d'écrire l'histoire du Canada en guerre. Mais il prit une décision qui devait sceller son destin.

Dans son attaque la plus perfide, Lester accuse Papineau d'être retourné dans les tranchées pour des considérations purement politiciennes. Monsieur Lester, ayez le courage de vous renseigner sur Passchendaele: pensez-vous que quelqu'un, déjà décoré de la Croix militaire, irait dans un tel purgatoire aux seules fins de relancer une carrière politique?

La veille de la bataille de Passchendaele, alors qu'Arthur Currie, un des meilleurs généraux canadiens, prévoyait des pertes de 16 000 soldats, Papineau écrivit sa dernière lettre. Puis, à bord du Gravenstaevel, menant sa compagnie au combat par-delà la tranchée, à 5h50 du matin le 30 octobre 1917, Papineau est tué par un obus qui le coupe en deux. Il est un des 15 634 Canadiens français et anglais qui seront blessés ou tués dans cette vallée de la mort.

Lester semble avoir oublié la dernière assertion de Sandra Gwynn: «De façon exceptionnelle, Talbot Papineau incarne pour les Canadiens, le symbole non seulement de Passchendaele, mais aussi de toutes les promesses d'un avenir radieux détruites d'un coup par la Grande guerre.»

Mackenzie King remarque que si Papineau avait survécu à la guerre, lui-même, King, ne serait pas devenu premier ministre mais aurait plutôt fait partie du cabinet du premier ministre Talbot Mercer Papineau.

Par sa tentative de jeter le discrédit sur ce noble et courageux soldat, Lester porte atteinte à l'honneur des 240 000 Canadiens tués ou blessés lors de cette guerre épouvantable. Peut-être devrait-il honorer ses propres ancêtres et visiter les immenses cimetières qui entourent Passchendaele, la crête de Vimy ou mon préféré, le minuscule cimetière sur une colline herbeuse de Picardie simplement nommé Québec. C'est là que reposent les morts de Courcellette, Canadiens français et anglais, unis dans la mort comme ils le devinrent dans la vie.



Norman Spector

Tirer
des conclusions

Stephen Harper aurait dû comprendre que les ennuis commençaient dès la lecture du premier paragraphe du premier article que la Presse canadienne a consacré à sa prise de position sur le conflit au Liban. «Le premier ministre n'avait pas même débarqué en Europe qu'il s'alignait fermement avec les États-Unis et Israël dans la conflagration», rapportait l'agence de presse. À ces simples mots, le premier ministre et ses conseillers en communications auraient dû sentir qu'il y avait de l'orage dans l'air et qu'on avait déjà tiré des conclusions à propos de ses motivations.

Vu la détermination de certains journalistes à voir en M. Harper un laquais des Américains, cela importait peu: comme les experts sur le Proche-Orient auraient pu le prédire, le Canada se serait de toute façon aligné sur la Grande-Bretagne et l'Allemagne, en plus des États-Unis, au sommet du G-8. Des observateurs neutres — par opposition à des partisans désireux de ne voir en M. Harper qu'un clone du président américain — auraient pu souligner que son héros politique est le premier ministre britannique Tony Blair, qu'il venait de rencontrer à Londres, et non George Bush avec qui il avait eu des rapports difficiles avec lorsqu'il était le chef de l'opposition.

On aurait même pu espérer qu'un ou deux de ces observateurs note que les troupes britanniques et les troupes canadiennes combattent en Afghanistan sous l'égide de l'OTAN, de même que nous avons déjà participé à la guerre destinée à évincer les talibans en 2001.

Peu importait aussi aux journalistes voyageant avec M. Harper que, à l'autre bout du débat en cours au G-8, la Russie et la France étaient loin d'être neutres. Comme le candidat à la chefferie libérale Michael Ignatieff l'a précisé dans *The Globe and Mail* la semaine dernière, l'acceptation du cessez-le-feu immédiat proposé par les présidents Poutine et Chirac auraient donné une victoire cinglante au Hezbollah, le groupe qui a initié le conflit le 12 juillet et que, selon des sondeurs, seulement 1 % des Canadiens soutiennent.

D'ailleurs, la déclaration de M. Ignatieff, candidat soutenu par le député Denis Coderre, selon laquelle le bombardement israélien à Cana — la tragédie civile la plus marquante de cette guerre — ne «l'empêchait pas de dormir», a été très peu rapportée dans les médias et ne lui a attiré pratiquement aucune critique. L'inverse est arrivé au premier ministre, après qu'il a affirmé, dans les premières heures du conflit, que la réponse israélienne était «mesurée».

Bien que les sondeurs nous disent aussi que 16 % de Canadiens veulent que notre pays soutienne Israël, une majorité accablante de nos concitoyens souhaitent que nous restions neutres. Mais la neutralité dans ce conflit n'aurait été possible que si le premier ministre avait mordu sa langue jusqu'à un cessez-le-feu éventuel.

De toute façon, ce n'est pas ce que les critiques de M. Harper exigent. Le manifeste publié par les organisateurs de la manifestation de Montréal le week-end dernier a fait abstraction des tirs de roquettes sur les villes israéliennes. Par contre, depuis le premier jour du conflit, les critiques de M. Harper demandent qu'il adopte une position effectivement pro-Hezbollah — soit qu'il critique Tsahal et réclame un cessez-le-feu immédiat. Même l'amendement (dont on a très peu parlé) présenté par les conservateurs à un comité de la Chambre des Communes, la semaine dernière, proposant que le Canada suive la décision adoptée par l'Union européenne ce même jour et réclamant «une cessation immédiate des hostilités à suivre d'un cessez-le-feu durable», n'a pas été accepté par les trois partis d'opposition.

D'après ce qu'on entend et lit ces dernières semaines, peu importe pour certains que le Hezbollah ait été défini comme une organisation «terroriste» par un gouvernement libéral. Peu importe également que, tout comme ses commanditaires iraniens, le Hezbollah ne prône pas un État palestinien vivant en paix aux côtés d'Israël, mais ait pour objectif de créer un État islamique qui remplacerait Israël.

De plus, le rôle que joue le Hezbollah n'en est pas un de résistance à l'occupation car, selon l'ONU, il n'y a aucune occupation israélienne sur la frontière libanaise.

Je me demande aussi combien de Montréalais qui manifestaient dimanche se rendent compte qu'Israël est le seul pays dans la région qui aurait pu accueillir les Outgames. En Iran, comme ce serait le cas dans un État dirigé par le Hezbollah, c'est la peine de mort qu'on réserve aux gais et aux lesbiennes.

Comme M. Harper l'a dit dans son premier commentaire à bord de l'avion qui le menait au G-8, le Hezbollah a initié cette guerre, et la racine du conflit est son refus d'accepter un État juif au Proche-Orient.

Tout comme ses commanditaires iraniens, le Hezbollah s'est voué corps et âme à la destruction d'un État que tous les gouvernements canadiens ont soutenu depuis 1947.

Qu'est-ce qui pourrait être plus conforme à notre politique étrangère que d'appuyer le droit à l'auto-défense de cet État quand il est attaqué par un groupe cherchant sa destruction? Et qu'est-ce qui serait davantage dans la tradition canadienne, une fois que ce conflit aura pris fin, que d'aider à reconstruire le Liban tout en s'assurant que son peuple n'ait plus jamais à payer le prix des milices armées agissant sur son territoire?

nspector@globeandmail.ca

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Coriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Joëlle Bolineau (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société), Claire-Andrée Cauchy (Général); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement); Benoît Moutier (responsable du site Internet); Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (commun Internet); Isabelle Paré (santé); Louise-Maude Roux Soucy (Culture); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duchon, Michèle Malenfant et Christine Dumais (relateurs); Renée Léo Guimond et Serge Paquin (relateurs (surnuméraires)); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cabaret Culture); Julie Carpentier (jeu); Paul Bennett (jeu); Stéphane Balthazar (reporter); Paul Cauchon (médecin); Caroline Montpetit (livre); Odie Tremblay (cinéma); Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information); Dominique Rony (jeu); Philippe Papineau (surnuméraire); Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (jeu); à l'information internationale et page éditoriale: Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information); à l'information politique: Hélène Buzette, Manon Corneille et Alec Cantongny (correspondants parlementaires à Ottawa); Antoine Robitaille et Robert Dufraisac (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marlyse Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (commun); LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Manon Desrosiers, Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marjorie Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Anisette Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Micheline Ruelland, Nadia Sebat, Mélanie Simard (publicitaires); Laurence Thériault (directrice adjointe); Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production); Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zématis, Olivier Zaida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation); Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par internet); Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION: François Bisson (contrôleur); Nicole Carmel (responsable des services comptables); Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative); Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

BIO

SUITE DE LA PAGE 1

et réputé fabricant de farine bio en tout genre. «Depuis février dernier, la croissance a freiné assez violemment, dit-il. Tout le monde reste perplexé devant cette tendance puisque, à l'échelle nationale, la progression de ces produits [sur le marché de l'alimentation] est encore très forte.»

Le changement de vitesse serait important. La consommation de produits biologiques, qui a connu une croissance de 15 à 20 % en moyenne ces dernières années, a vu sa progression passer du jour au lendemain à 5 ou 7 %, selon une évaluation sommaire réalisée par M. Beauchemin. L'absence d'indicateurs économiques fiables dans ce secteur émergent et pas toujours bien organisé, reconnaît-il toutefois, ne permet pas de quantifier cette tendance avec une précision chirurgicale.

«Même s'il y a un ralentissement, confirme Daniel Dubé, responsable du secteur biologique chez le distributeur alimentaire Sobey's, le bio progresse encore beaucoup plus que les catégories de produits traditionnels... mais à une vitesse effectivement plus faible qu'auparavant.» Le phénomène n'épargne d'ailleurs pas la célèbre chaîne de distribution de produits bio Rachelle-Béry, que Sobey's a achetée récemment et où les ventes, là aussi, «sont moins bonnes que par le passé», ajoute-t-il sans vouloir toutefois entrer dans le détail pour des raisons commerciales.

Les dessous d'une tendance

«Nous essayons de comprendre ce qui se passe, dit Robert Beauchemin. Il y a peut-être un lien avec le ralentissement de l'activité économique au Québec. Là où l'économie se porte bien, comme en Ontario, en Colombie-Britannique, en Alberta ou même au Vermont, la croissance des aliments biologiques est plus importante. C'est un constat, mais est-ce la cause?»

Au cours des dernières années, les surfaces offrant des produits bio se sont développées dans les épiceries généralistes ou spécialisées. Le hic, c'est que le consommateur, lui, n'a pas développé son pouvoir d'achat au même rythme. «Avec la hausse des coûts liés au logement ou la hausse de l'essence, le consommateur devient forcément plus sélectif dans ses achats», délaissant ainsi le bio vendu généralement plus cher que son équivalent conventionnel, dit le président de la Table filière biologique.

L'analyse n'est pas partagée par Daniel Dubé, qui considère plutôt ce ralentissement dans le secteur de l'alimentation biologique comme un phénomène «temporaire». «Dans le cas des fruits et légumes, par exemple, les conditions climatiques actuelles ont eu un impact sur les cultures, ici aussi en Californie [d'où paradoxalement part chaque jour en camion une grande quantité de bio frais consommé au Québec], résume-t-il. Les consommateurs en veulent, mais on a de la difficulté à leur en offrir.»

M. Dubé reconnaît toutefois que, dans les catégories de produits dits traditionnels, comme le lait, le yogourt et le pain, un ralentissement de la demande se fait sentir. Il tente une explication: «Nous avons gagné beaucoup de consommateurs par le passé, dit-il, et plus le temps passe, moins il y a de nouveaux consommateurs à aller chercher», les producteurs et transformateurs bio ayant fait le tour du bassin, selon ce scénario.

Tout va très bien...

Franco Gravel, de l'organisme de certification Écocert Canada, en doute, elle qui depuis le début de l'année voit le nombre d'entreprises en quête de certification bio au Québec augmenter. «Entre 2005 et 2006, nous avons reçu 10 % plus de demandes», dit-elle, tout en précisant que ce phénomène est sans doute induit par plusieurs transformateurs du Québec qui rêvent de prendre les parts de marché occupées par le moment par des entreprises étrangères. Côté bio, le Québec n'est pas autosuffisant et doit importer près de 70 % de sa consommation.

La hausse des certifications se confirme également depuis janvier chez son compétiteur, Québec-Vrai, où les aspirants à la certification se font plus nombreux. L'organisme constate aussi que le chiffre d'affaires des entreprises certifiées biologiques est à la hausse depuis 2002. «C'est parce que les clients sont là pour contribuer à cette croissance», résume Julie Bergeron, directrice de l'organisme.

Cet optimisme est d'ailleurs partagé par le Conseil canadien de la distribution alimentaire (CCDA). «Chez plusieurs de nos membres, comme Metro ou Provigo, nous ne constatons pas de ralentissement de la demande», assure Manon Genest, porte-parole de ce groupe de pression qui défend les intérêts économiques et assure la qualité de l'image des principaux distributeurs alimentaires au pays. «Plusieurs catégories bio sont même en forte croissance, comme les boissons énergisantes, les barres de céréales, les produits diététiques, les boissons au soja et les pizzas», ajoute-t-elle.

N'empêche, loin de penser que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, Robert Beauchemin affirme plutôt que des discussions devraient bientôt se tenir au sein de la Table filière biologique sur cette tendance du marché à laquelle il est difficile de sensibiliser tous les acteurs de l'industrie, selon lui.

«Il n'y a pas de mouvement de panique, résume Daniel Dubé, de chez Sobey's, car tout indique pour le moment que le bio va encore être là dans l'avenir.» Le plan de développement a d'ailleurs de quoi faire rêver: actuellement, environ 3 % de la population se tourne vers ce type de produits de manière régulière ou sporadique.

«Au Québec, cette proportion pourrait atteindre 10 %», dit-il. Et ce, à vitesse rapide comme hier ou lente comme aujourd'hui.

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

patates douces tout au bord de l'Akanyaru, parce que ça pousse mieux. Je leur dis: "C'est vrai pour toi aujourd'hui. Mais tu pénalises déjà ton voisin qui vit dans les terres à 5 kilomètres de la rivière. Tu condamnes ton fils. Et pour ton petit-fils, il n'y aura plus rien."

Trente millions d'arbres ont été plantés au Kenya et en Afrique depuis la création, en 1977, du Green Belt Movement. Son instigatrice, Wangari Maathai, écologiste kényane et professeure à l'Université de Nairobi, avait fondé cet organisme pour deux raisons principales: d'abord faciliter aux femmes la cueillette du bois en voie de raréfaction; puis reboiser le Kenya aux prises avec une déforestation mortifère. L'idée, c'était aussi de payer les femmes pour chaque arbre qu'elles planteraient.

Depuis, celle que Liliane et son groupe appellent «Professor», en mordant chaque fois dans le mot, est devenue un personnage mythique en Afrique. Lauréate du prix Nobel de la paix en 2004, elle est la première femme africaine et la première écologiste à avoir obtenu une telle récompense. «Elle a complètement changé ma vie!», s'exclame Liliane. Avant, je n'étais préoccupée que de ma petite famille, mon mari, mon fils, dans le train-train de la vie. La Professor Wangari a élargi ma vision des choses et m'a rendu consciente de ce que l'Afrique était en train de perdre.»

Elle brûle de me raconter ce fameux jour. «Nous avons reçu un appel d'Oslo au bureau de Green Belt. Wangari était chez elle, mais son téléphone était en dérangement. C'est un émissaire du gouvernement kényan qui s'est rendu à sa demeure pour lui annoncer. Elle est arrivée au bureau en pleurant. À vrai dire, tout le monde pleurait. Puis un hélicoptère du gouvernement est venu la chercher pour les premières félicitations officielles et les dizaines et dizaines de demandes d'entrevues qui affluaient déjà. Elle, que les mêmes autorités avaient harcelée, traînée dans la boue et jetée en prison quelques années auparavant!», Wangari Maathai a invité Liliane à l'accompagner en Norvège pour recevoir le prix Nobel.

Liliane, comme des millions d'autres filles africaines, a été élevée à la campagne où elle aidait sa mère à ramasser le bois nécessaire à la cuisson quo-

AFRIQUE



Wangari Maathai

REUTERS

tidienne, marchant chaque jour de plus en plus loin pour trouver la précieuse matière. Des kilomètres de marche. «Beaucoup de filles sont privées d'école à cause de ça. Et sont battues si elles ne reviennent pas à la maison, la tête surmontée d'un bon fagot. Avec les arbres de Wangari, il y a maintenant davantage de petites kényanes qui vont à l'école.»

Mais cet après-midi-là, Liliane prêche sa bonne parole sous l'arbre, illuminée par celle dont elle voudrait chasser les soutiers un jour, «mais ses soutiers sont très grands», dit-elle avec un large sourire. Elle devient toute chose quand elle parle du «Professor». «Je l'admire. J'admire sa liberté dans un pays qui ne laisse pas les femmes être ce qu'elles veulent. Et je vou-

drais, à mon tour, devenir une leader dans ma communauté. Peut-être faire de la politique un jour.»

Je pense à toutes ces jeunes femmes africaines, elles aussi galvanisées par le personnage de Wangari Maathai et qui ont trouvé en cette dernière une héroïne, un modèle. C'est Rose, au Rwanda, qui œuvre pour un organisme étatique de protection de l'environnement. C'est Hortensia, au Bénin, ingénieure agronome, détentrice d'un doctorat en développement régional obtenu à l'Université du Québec à Rimouski. Ou bien Julienne, au Sénégal, zoologiste et environnementaliste: «Je voudrais accomplir quelque chose de visible, de grand. Pouvoir sensibiliser mes sœurs africaines à l'écologie, à l'hygiène, aux règles de prudence dans les champs. Les aider à s'en sortir. Vous savez, l'environnement commence par là!»

Retour sous l'arbre à Madera. Je m'étonne que ce soit des hommes, en grande majorité, qui soient venus entendre Liliane, alors que c'est surtout aux femmes qu'incombent la tâche de planter les arbres et que c'est à elles que s'adressent d'abord les campagnes de reboisement du Green Belt Movement. J'en fais la remarque à Liliane. «Ah! je sais. Mais un jour, vous verrez, les Africaines prendront la place qui leur revient. Dans tous les domaines de la vie. Je suis devenue féministe comme Wangari.»

On me demande tout à coup si je veux bien faire l'honneur à l'auditoire de planter un arbrisseau au bord de la Ragati, qui coule là à nos pieds. Le maire du village me présente une pelle. Les villageois applaudissent, je suis émue. Le petit Timothy, 7 ans, dans les bras de son père, n'a jamais vu de personne blanche avant moi. Moi, je n'ai jamais planté d'arbre sur la terre africaine avant ce jour de Madera.

Collaboration spéciale

Monique Durand est allée au Kenya grâce à un programme de l'ACDI destiné aux journalistes, et avec le soutien des organismes Droits et démocratie et Développement et paix.

Demain: Rien ne se perd, tout se crée

TSAHAL

SUITE DE LA PAGE 1

pas dans une «impasse». Mais alors que Washington prévoyait encore récemment une résolution pour cette semaine, M. Snow a admis «que personne n'est en mesure de faire de prédiction ferme sur le moment où nous aurons une résolution».

Les Américains ont en outre affirmé qu'ils refusaient une escalade de la guerre au Liban. «Nous voulons la fin des violences, nous ne voulons pas d'escalade», a déclaré M. Snow au moment où le cabinet de sécurité israélien approuvait l'extension des opérations terrestres. À la question d'un journaliste, il a répondu que le message s'adressait à «toutes les parties», y compris donc l'État hébreu, que la Maison-Blanche soutient fermement.

M. Snow s'est néanmoins gardé de critiquer la décision israélienne d'amplifier les opérations. «Le fait est que les Israéliens répondent à ce qu'ils considèrent comme leurs besoins militaires et de sécurité intérieure». Il a répété que la responsabilité du conflit incombe au Hezbollah et qu'un règlement devait «garantir que les conditions de violences futures ont disparu».

Et «la question est toujours de savoir comment avoir un dispositif de sécurité efficace dans le sud du Liban au moment où les forces israéliennes se retireront», a expliqué le porte-parole de la présidence américaine.

Alors que les discussions faisaient du surplace à l'ONU, Israël a décidé hier d'élargir ses opérations militaires afin de pénétrer jusqu'à 30 kilomètres à l'intérieur du territoire libanais, une offensive qui pourrait mobiliser 30 000 soldats et durer un mois. «Les militaires ont présenté un calendrier, disant qu'il leur faudrait au moins 30 jours, et cela a été approuvé par le cabinet», a précisé une source gouvernementale. Cette réunion, qui aurait donné lieu à des discussions houleuses, est selon les médias «la plus difficile» jamais tenue depuis le début du conflit.

Le premier ministre Éhoud Olmert et le ministre de la Défense Amir Peretz «doivent maintenant décider du moment opportun pour étendre les opérations». D'après l'un des ministres du cabinet de sécurité, qui a exigé l'anonymat, l'État hébreu, qui risque d'être accusé de ne pas soutenir le processus diplomatique, va attendre deux à trois jours avant de lancer cette opération afin de laisser le temps au Conseil de sécurité de l'ONU de débattre d'un projet de résolution.

D'après de hauts responsables militaires, plusieurs jours seront alors nécessaires pour atteindre le Litani. Il faudra ensuite plusieurs semaines supplémentaires pour débarrasser le secteur du Hezbollah et des lanceurs de roquettes, l'objectif étant de porter des coups supplémentaires au Hezbollah avant un cessez-le-feu. L'offensive, approuvée à l'issue de six heures de discussions serrées (neuf voix, aucune contre et trois abstentions), devrait permettre d'éliminer 70 à 80 % des roquettes à courte portée du Hezbollah, ont ajouté les responsables sous le couvert de l'anonymat.

Mais des chars et des fantassins israéliens ont déjà donné un aperçu de l'attaque à venir en effectuant une incursion appuyée par des tirs nourris de l'artillerie au cours de la nuit dernière. Selon des témoins, les forces israéliennes auraient même pénétré par endroits à une dizaine de kilomètres à l'intérieur du Sud-Liban, leur position la plus avancée en territoire libanais depuis le début du conflit entre Israël et le Hezbollah. L'aviation israélienne a aussi poursuivi ses raids au Liban, visant routes et ponts et tuant au moins neuf personnes. Dans la soirée, de nouveaux bombardements ont visé la banlieue sud de Beyrouth.

Tsahal a toutefois essayé ses plus lourdes pertes humaines depuis le début du conflit, puisque 15 soldats sont morts hier dans le sud du Liban, où des combats rapprochés ont continué de faire rage entre le Hezbollah et l'armée israélienne. Quelque 38 sol-

dat ont également été blessés dans ces combats, a fait savoir un porte-parole de l'armée.

Et malgré les frappes censées détruire le Hezbollah, son chef, Hassan Nasrallah, est apparu à la télévision hier pour approuver officiellement la décision du gouvernement libanais de déployer l'armée dans le sud du pays. «Si le gouvernement libanais est prêt à envoyer 15 000 soldats dans tout le sud du Liban, cela aidera beaucoup le Liban, et les amis du Liban, à faire pression pour modifier le projet de résolution» au Conseil de sécurité de l'ONU, «ce qui ouvrira la voie à une solution politique à la crise», a déclaré Nasrallah.

Le chef du Hezbollah a aussi insisté sur le fait qu'il était prêt à poursuivre les hostilités en attendant un règlement de la crise. «Nous avons prouvé que notre puissance de feu est intacte. Au cours des deux derniers jours nous avons lancé 350 roquettes sur le nord d'Israël et ce soir une nouvelle salve est partie», a-t-il lancé. «Nous allons transformer la terre du sud en tombeau pour les soldats [israéliens]», a ajouté le chef de la milice chiite.

Les combattants du Hezbollah ont tiré une centaine de roquettes, dont certaines de longue portée, sur le nord d'Israël, sans faire de victimes. Des sources palestiniennes ont fait état de la chute de certains projectiles dans l'extrême nord de la Cisjordanie.

Depuis le début du conflit le 12 juillet, les affrontements entre Israël et les combattants chiites ont causé la mort de près de 1100 personnes au Liban, en majorité des civils, et de 116 personnes côté israélien, selon un bilan établi à partir de sources officielles. Quelque 3568 personnes ont été blessées. En Israël, 36 civils ont été tués par les roquettes du Hezbollah tirées sur le nord du pays et 80 militaires israéliens ont péri, selon l'armée israélienne.

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse,
Associated Press et Reuters

BREASTFEEDERS

propos est «pas mal moins juvénile, moins "garçon-fille", plus mature» que sur *Déjeuner sur l'herbe*. Comprenez que Luc, Joe, Sunny, Suzie McLelove et Johnny Maldoror ont tous bien changé depuis les premiers textes, qui datent pour certains de plus de six ans. Des textes aux airs toujours naïfs, mais aux images fortes. Des mots, comme «transistor» et «dancing», qui semblent tirés d'une autre époque, d'un autre continent, plaisent bien au parolier. «L'image est beaucoup plus évocatrice qu'une affirmation. La personne qui entend une image va elle-même lui donner un sens, une charge émotive. Tandis que l'affirmation c'est le contraire. Tes pogné avec ça.»

La batterie de Fred, le micro d'Elvis

Un nouveau venu était présent lors de l'enregistrement des *Matins de grands soirs*: le multi-instrumentiste Fred Fortin, qui compte déjà trois albums à son palmarès personnel, en plus d'avoir sévi avec Gros Mené et Galaxie 500, pour ne mentionner que ceux-là. Depuis bientôt un an, il comble à pied levé le poste de batteur, laissé vacant par le départ de William, alias Kiki. «Les gens reconnaissent plus son style que celui de Kiki, car Fortin est plus connu. Mais William était tout un batteur, et à la sortie de notre premier album, plusieurs musiciens impressionnés sont venus nous demander d'où il venait!», assure Joe. Reste que Fred Fortin est plutôt habitué d'évoluer dans un climat créatif. Un exemple: «Au moment d'enregistrer Tout va pour le mieux dans le pire des mondes, le gars qui enregistrerait nous a dit ça lui faisait trop penser à une toune qui existait déjà, raconte Luc. Fred s'est retiré quelques instants et est revenu avec cette rythmique-là — qui est assez Fortin comme buzz —, mais qui changeait la pièce». Faut bien qu'un membre du genre serve un peu!

Qui sait, peut-être fouettés par la présence d'un nouveau membre en studio, Les Breastfeeders, ont poussé l'énergie et l'audace un peu plus loin que sur *Déjeuner sur l'herbe*, à tel point qu'on retrouve même une ligne de cornemuse qui s'accorde parfaitement avec la guitare électrique de *Septembre sous la pluie*. Quant on vous parlait de l'audace des années 60... Pour ce qui est de la fougue, Joe et Luc l'expliquent essentiellement par la manière dont ils ont enregistré les voix en studio. «Je me suis plus laissé aller, car je n'enregistrais pas en même temps que le band, contrairement au premier album. J'avais rien à perdre, si je faussais on avait pas à tout reprendre». Plus Luc parle de studio, de voix et de son, plus Joe s'anime sur sa chaise. Enfin, celui qui s'est en grande partie occupé de la sonorisation des spectacles des Dales Hawerchuck cette année s'empare: «Il s'est même acheté un micro juste pour ça! Un micro d'Elvis, un RCA 44, un micro à ruban qui capte des deux côtés. Il l'avait déjà essayé durant notre première session au studio Victor et le grain de sa voix ressortait vraiment bien.» Le micro des grandes occasions, quoi.

Le scribouillard jamais trop curieux avait une dernière question avant de mettre fin à l'entretien. D'où vient *Les Matins de grands soirs*, qui n'est pas le titre d'un morceau? Luc Brien, tout en restant évasif sur sa signification, en est particulièrement fier. «Ça fait hérauldique un peu comme titre. Le journaliste du *Nightlife* croyait que ça signifiait un lendemain de brosse. Ça pourrait aussi être le matin où tu lances un album. Ou alors quelqu'un prépare une bombe parce que le soir il se fait pêter avec pour faire la révolution. Mais au fond, les matins, on connaît pas trop ça! On les aime vers midi, une heure, alors...»

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

À ses côtés, un clope à la main, le chanteur et coparolier du groupe Luc Brien se fait plus bavard. Mèche de cheveux noirs dans le visage, bottillons de cuir aux pieds, chemise et pantalon soignés, Brien transpire les années 60, une époque qui le fascine. D'où cet esprit un brin rétro qui se dégage du rock-and-roll des Breastfeeders. Mais il est prudent avec l'étiquette sixties. «C'est pas de la nostalgie, surtout pas, avertit d'entrée de jeu le chanteur. On ne peut pas s'ennuyer de quelque chose qu'on n'a pas connu.»

Non, cette décennie, il ne l'a pas connue, mais c'est tout comme. Grand collectionneur de vinyles de cette époque, Brien énumère les noms de groupes, les titres d'albums, les années de sortie comme d'autres récitent leur numéro d'assurance sociale. Difficile, donc, lorsqu'il est venu le temps de composer, de se défaire de tous ces rythmes. «C'était une époque où les gens prenaient des risques. Même les commerçants, même la business prenait des risques. C'est pour ça qu'il y a eu des groupes garage, sans argent, sans rien, qui ont fait des hits planétaires. Ya qu'à penser aux Kingmen, qui ont repris Louie Louie. Personne n'a eu peur quand les Beatles, une machine incroyable qui générait des milliards de dollars, ont commencé à expérimenter. Aujourd'hui, j'ai l'impression que quelqu'un qui tenterait ça se ferait taper sur les doigts.»

Le chanteur en rajoute. «Quand le rock arrive dans les années 60, il y a beaucoup de pathos qui embarque, le poing serré, le petit côté prétentieux. Moi je préfère écouter *Les Lutins* ou *Les Sultans* que *Led Zeppelin*. Et les Breastfeeders dans tout ça? «On fait quelque chose de ludique, et puis si c'est intelligent en plus, c'est tant mieux, mais c'est pas si important que ça.»

Ludique, *Les Matins de grands soirs*? Si, mais leur

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir publie, à l'occasion, la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dans la cause. Les produits ou les services peuvent être offerts en remerciement. Le Devoir est publié, à l'occasion, par le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé sur Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, Québec, Québec, H3A 3M9. L'Agence Presse Canada est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 100, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Erreur de publication — Enregistrement n° 086. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.